

Rapport financier semestriel

➤ 30 juin 2022

Sommaire

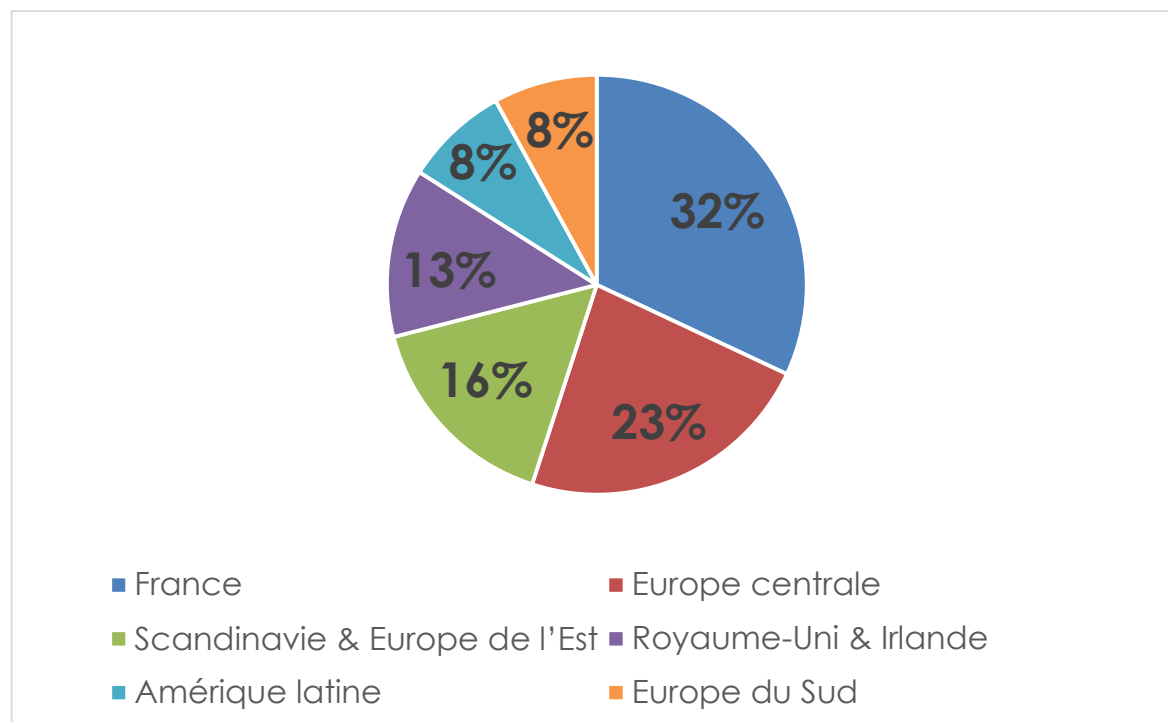
01 Rapport d'activité du premier semestre 2022.....	3
1.1 Profil du Groupe et chiffres clés du 1 ^{er} semestre 2022.....	4
1.2 Faits marquants du 1 ^{er} semestre 2022.....	5
1.3 Commentaires sur l'activité du 1 ^{er} semestre 2022	6
1.4 Facteurs de risques	11
1.5 Transactions avec les parties liées.....	12
1.6 Évolution de la gouvernance	12
1.7 Informations concernant le capital social.....	12
1.8 Evènements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels	13
02 Comptes semestriels consolidés condensés	14
2.1 État du résultat net consolidé intermédiaire.....	15
2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire	15
2.3 État de la situation financière consolidé intermédiaire - actif	16
2.4 État de la situation financière consolidée intermédiaire - passif et capitaux propres	16
2.5 État des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	17
2.6 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2022.....	18
2.7 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2021	19
2.8 Notes explicatives	20
03 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	49
04 Attestation de la personne responsable	51

01 Rapport d'activité du premier semestre 2022

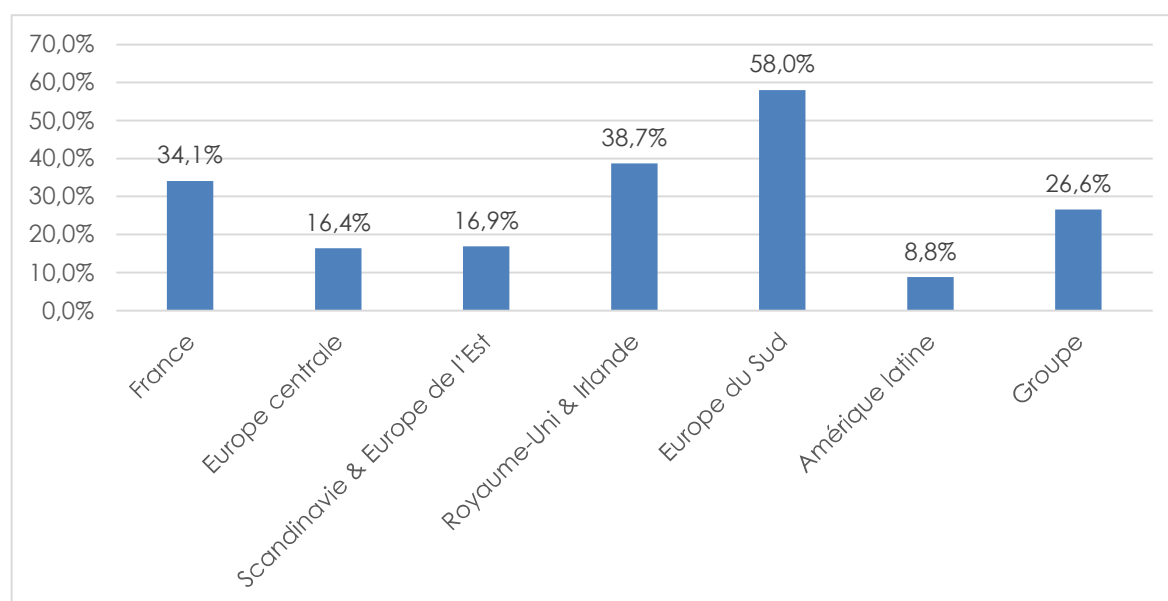
1.1 Profil du Groupe et chiffres clés du 1^{er} semestre 2022

Avec plus d'un siècle d'expertise, Elis fournit aujourd'hui des solutions de location-entretien d'articles textiles, d'hygiène et de bien-être. S'appuyant sur un savoir-faire unique et l'engagement de ses 45 000 collaborateurs, le Groupe entend être l'acteur de référence et le partenaire de confiance pour l'ensemble de ses 400 000 clients à travers le monde.

Répartition du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022 par zone géographique



Evolution du chiffre d'affaires organique par zone géographique au 1^{er} semestre 2022



1.2 Faits marquants du 1^{er} semestre 2022

Les résultats du 1er semestre confirment la force du modèle économique d'Elis dans un environnement incertain

- > Chiffre d'affaires de 1 783,8m€ (+29,7% dont +26,6% en organique)
- > Marge d'EBITDA ajusté en baisse de -100pb à 32,3% du chiffre d'affaires
- > Marge d'EBIT ajusté en amélioration de +350pb à 13,0% du chiffre d'affaires
- > Résultat net courant en hausse de +121,7% à 148,6m€
- > Résultat net courant par action en hausse de +119,5% à 0,61€ (nombre d'actions sur une base diluée)
- > Free cash-flow (après paiement des loyers) de 17,0m€
- > Levier d'endettement financier en baisse à 2,7x au 30 juin 2022

Forte croissance du chiffre d'affaires, tirée par la poursuite de la reprise de l'hôtellerie

- > En Hôtellerie-Restauration, l'activité a continué de rebondir et se situe désormais quasiment au niveau de 2019
- > L'activité du semestre en Santé, en Industrie et en Commerces & Services est supérieure d'environ +5% par rapport au niveau de 2019
- > La dynamique est toujours portée par (i) l'évolution des besoins en termes d'hygiène, de traçabilité et de produits & services responsables (ii) l'amélioration du taux de rétention liée à la bonne qualité de service maintenue pendant la crise et (iii) les gains de nouveaux contrats

Elis démontre à nouveau sa capacité à ajuster ses prix dans un contexte de forte inflation

- > Grande réactivité face à un contexte inflationniste fort : les négociations tarifaires menées depuis le 4^{ème} trimestre 2021 conduisent à un effet prix de près de +6% en moyenne sur le 1^{er} semestre 2022
- > Augmentation de la base de coûts d'environ +9% au 1^{er} semestre, entraînant une baisse de marge d'EBITDA ajusté de 100 points de base, en ligne avec nos attentes annuelles
- > Conditions d'achat du gaz sécurisées à partir du second semestre et pour les prochaines années, pour une part importante des volumes

Finalisation de l'acquisition d'un acteur leader sur le marché mexicain

- > Le Groupe entre dans un 4^{ème} pays en Amérique latine ; le Mexique est un marché fragmenté et peu externalisé offrant un fort potentiel de croissance
- > Acquisition d'un acteur centenaire occupant une position de leader sur le marché mexicain avec un chiffre d'affaires de c. 85m€ en 2021 (au taux de change €/MX\$ de juin 2022), une marge d'EBITDA de 38% et une marge d'EBIT de 18%
- > Montant initial de l'investissement lié à l'acquisition de 100% des titres (dont le cours de change a été fixé en mars 2022 à 23,6MX\$/€) équivalent à un multiple de 5,0x l'EBITDA 2021 et 10,7x l'EBIT 2021

Mise à jour des perspectives 2022

- > Croissance organique du chiffre d'affaires annuel 2022 désormais attendue entre +18% et +20% (précédemment attendue entre +13% et +15%) portée par le rebond de l'activité hôtelière, l'ajustement de nos prix et le profil de croissance renforcé d'Elis
- > Le cours moyen du gaz (PEG Nord) constaté au 1^{er} semestre et les différentes couvertures mises en place par le Groupe pour le reste de l'année nous permettent de confirmer que la marge d'EBITDA ajusté 2022 devrait être en diminution de 100 points de base à 33,5%
- > EBIT ajusté 2022 désormais attendu au-dessus de 530m€ (précédemment attendu à environ 500m€)
- > Résultat net courant par action 2022 désormais attendu au-dessus de 1,45€ (précédemment attendu à environ 1,35€)
- > Free cash-flow 2022 (après paiement des loyers) toujours attendu à environ 200m€ en raison de l'impact mécanique du fort rebond de l'activité sur la variation du besoin en fonds de roulement et de l'augmentation du montant des investissements linge en lien avec l'inflation
- > Levier d'endettement financier au 31 décembre 2022 désormais attendu à environ 2,5x, en baisse de 0,5x sur l'année (précédemment attendu à environ 2,6x)

1.3 Commentaires sur l'activité du 1^{er} semestre 2022

Chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022

En millions d'euros	2022			2021			Var.		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
France	262,1	301,9	564,0	200,4	220,2	420,7	+30,8%	+37,1%	+34,1%
Europe centrale	196,6	214,1	410,7	169,2	175,2	344,3	+16,2%	+22,2%	+19,3%
Scandin. & Eur. de l'Est	135,3	145,0	280,2	117,2	118,9	236,1	+15,4%	+21,9%	+18,7%
Royaume-Uni & Irlande	102,7	121,5	224,2	70,3	85,0	155,3	+46,0%	+42,9%	+44,3%
Europe du Sud	65,2	85,1	150,3	42,6	52,5	95,1	+52,9%	+62,2%	+58,0%
Amérique latine	64,2	76,8	141,0	53,0	59,4	112,4	+21,2%	+29,3%	+25,5%
Autres	6,8	6,7	13,5	5,5	6,1	11,6	+22,4%	+11,0%	+16,4%
Total	832,8	951,0	1 783,8	658,2	717,3	1 375,5	+26,5%	+32,6%	+29,7%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

En millions d'euros	S1 2022	S1 2021	Croissance organique	Croissance externe	Effet change	Croissance publiée
France	564,0	420,7	+34,1%	-	-	+34,1%
Europe centrale	410,7	344,3	+16,4%	+2,2%	+0,7%	+19,3%
Scandin. & Eur. de l'Est	280,2	236,1	+16,9%	+2,8%	-1,1%	+18,7%
Royaume-Uni & Irlande	224,2	155,3	+38,7%	+2,2%	+3,4%	+44,3%
Europe du Sud	150,3	95,1	+58,0%	-	-	+58,0%
Amérique latine	141,0	112,4	+8,8%	+2,3%	+14,4%	+25,5%
Autres	13,5	11,6	+14,5%	-	+1,9%	+16,4%
Total	1 783,8	1 375,5	+26,6%	+1,5%	+1,6%	+29,7%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

Croissance organique du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022

	Croissance organique T1 2022	Croissance organique T2 2022	Croissance organique S1 2022
France	+30,8%	+37,1%	+34,1%
Europe centrale	+14,1%	+18,5%	+16,4%
Scandinavie & Eur. de l'Est	+15,2%	+18,6%	+16,9%
Royaume-Uni & Irlande	+38,5%	+38,8%	+38,7%
Europe du Sud	+52,9%	+62,2%	+58,0%
Amérique latine	+10,0%	+7,6%	+8,8%
Autres	+19,3%	+10,2%	+14,5%
Total	+24,2%	+28,9%	+26,6%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

Chiffre d'affaires du 2^{ème} trimestre 2022

En millions d'euros	T2 2022	T2 2021	Croissance organique	Croissance externe	Effet change	Croissance publiée
France	301,9	220,2	+37,1%	-	-	+37,1%
Europe centrale	214,1	175,2	+18,5%	+2,9%	+0,8%	+22,2%
Scandin. & Eur. de l'Est	145,0	118,9	+18,6%	+4,0%	-0,7%	+21,9%
Royaume-Uni & Irlande	121,5	85,0	+38,8%	+2,0%	+2,0%	+42,9%
Europe du Sud	85,1	52,5	+62,2%	-	-	+62,2%
Amérique latine	76,8	59,4	+7,6%	+3,4%	+18,3%	+29,3%
Autres	6,7	6,1	+10,2%	-	+0,8%	+11,0%
Total	951,0	717,3	+28,9%	+1,9%	+1,8%	+32,6%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

EBITDA ajusté du 1^{er} semestre 2022

En millions d'euros	S1 2022 publié	S1 2021 retraité ¹	Var. S1 2022 / S1 2021
France	209,7	153,2	+36,8%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	37,0%	36,3%	+70pb
Europe centrale	121,5	111,2	+9,3%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	29,4%	32,1%	-270pb
Scandinavie & Eur. de l'Est	100,7	92,1	+9,4%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	35,9%	39,0%	-310pb
Royaume-Uni & Irlande	67,4	46,7	+44,2%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	30,0%	30,1%	=
Europe du Sud	39,4	24,2	+62,8%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	26,2%	25,4%	+80pb
Amérique latine	45,6	37,6	+21,4%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	32,4%	33,5%	-110pb
Autres	(7,9)	(6,3)	-25,4%
Total	576,4	458,7	+25,7%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	32,3%	33,3%	-100pb

France

Le chiffre d'affaires est en forte croissance de +34,1% (intégralement organique). L'activité en Hôtellerie-Restauration a poursuivi son rebond et a retrouvé, depuis le mois de mai, le niveau de 2019. De plus, toutes nos lignes de métier affichent une très bonne dynamique commerciale, notamment en Vêtement professionnel et en Pest control. Enfin, la dynamique de prix est bonne et permet de compenser l'inflation de nos coûts.

La forte augmentation du chiffre d'affaires permet une amélioration de +70pb de la marge d'EBITDA ajusté du 1^{er} semestre 2022, à 37,0%.

Europe centrale

Le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +19,3% (+16,4% en organique) et tous les pays de la zone affichent une croissance organique à 2 chiffres. L'activité en Santé et en Industrie est désormais supérieure aux niveaux de 2019. La Suisse, où la part du chiffre d'affaires réalisé en l'Hôtellerie-Restauration est élevée, est en forte croissance, tout comme le Belux où tous les segments sont bien orientés (Linge plat, Vêtement professionnel et Hygiène et bien-être).

La marge d'EBITDA ajusté est en repli de -270pb par rapport au 1^{er} semestre 2021, à 29,4%. L'absentéisme lié au Covid a eu un impact négatif sur la productivité, particulièrement en Allemagne, et les négociations de hausse de prix sont plus difficiles dans cette région.

Scandinavie & Europe de l'Est

Le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +18,7% (+16,9% en organique), porté par la forte reprise de l'hôtellerie, notamment au Danemark. Tous les pays de la zone affichent une croissance organique à 2 chiffres. La dynamique commerciale est très bonne en Suède et en Norvège (en Vêtement professionnel dans les deux cas). En Santé, l'activité est désormais supérieure au niveau de 2019.

La marge d'EBITDA ajusté est en repli de -310pb par rapport au 1^{er} semestre 2021, à 35,9%. La reprise de l'hôtellerie a un effet dilutif sur la marge de la zone, et les délais négociés de mise en place des ajustements de prix sont plus importants qu'ailleurs.

Royaume-Uni & Irlande

Le chiffre d'affaires de la région est en forte hausse de +44,3% (+38,7% en organique). L'activité en Hôtellerie-Restauration a poursuivi son rebond pour revenir, en juin, à environ -8% par rapport au niveau de 2019. La dynamique commerciale est bonne et nous enregistrons notamment des gains sur le marché de la Santé et dans notre activité Vêtement professionnel. Enfin, la dynamique de prix est également très bonne dans la zone : les capacités disponibles sont limitées et la plupart des acteurs privilégient donc les prix aux volumes.

La marge d'EBITDA ajusté est stable par rapport au 1^{er} semestre 2021, à 30,0%. Le rebond de l'activité et la dynamique de prix permettent de compenser la forte inflation enregistrée dans la zone.

Europe du Sud

Le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +58,0% (intégralement organique). La région, très exposée au marché de l'Hôtellerie-Restauration (plus de 60% du chiffre d'affaires 2019), bénéficie du rebond marqué de l'activité qui est désormais supérieure au niveau de 2019. En Vêtement professionnel, l'activité continue de bénéficier d'une bonne dynamique commerciale et de l'accélération de l'externalisation ; l'activité en Santé et en Industrie est également supérieure aux niveaux de 2019. Enfin, la dynamique de prix de la zone est satisfaisante.

La forte augmentation du chiffre d'affaires permet une amélioration de +80pb de la marge d'EBITDA ajusté du 1^{er} semestre 2022, à 26,2%.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +25,5% (+8,8% en organique). L'inflation est forte dans la région et la dynamique de prix est bonne ; cela contribue fortement à la croissance du semestre, et ce malgré le ralentissement prévu du chiffre d'affaires provenant des contrats temporaires signés pendant la crise sanitaire, aujourd'hui tous terminés. L'effet change est fortement positif sur le semestre (+14,4%).

La marge d'EBITDA ajusté est en repli de -110pb par rapport au 1^{er} semestre 2021, à 32,4%. Cette baisse s'explique notamment par la base comparable élevée au 1^{er} semestre 2021, où les contrats temporaires mentionnés précédemment tiraient la marge vers le haut.

Tableau de passage de l'EBITDA ajusté au résultat net

En millions d'euros	S1 2022 publié	S1 2021 retraité ¹	Var.
EBITDA ajusté	576,4	458,7	+25,7%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	32,3%	33,3%	-100pb
Dotations aux amortissements	(344,0)	(327,7)	
EBIT ajusté	232,4	131,0	+77,4%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	13,0%	9,5%	+350pb
Résultat opérationnel courant	221,2	114,6	+93,0%
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(40,4)	(40,1)	
Perte de valeur sur le goodwill	(58,7)	-	
Autres produits et charges opérationnels	(1,2)	(3,9)	
Résultat opérationnel	121,0	70,6	+71,2%
Résultat financier net	(28,9)	(42,0)	
Charge d'impôt	(38,1)	(12,0)	
Résultat des activités poursuivies	53,9	16,7	+223,4%
Résultat net	53,9	16,7	+223,4%
Résultat net courant²	148,6	67,0	+121,7%

¹ : Une réconciliation est présentée dans la partie « Retraitements des informations financières des exercices antérieurs » de ce communiqué.

² : Une réconciliation est présentée dans la partie « Tableau de passage du résultat net au résultat net courant » de ce communiqué.
Les taux de marge et les variations sont calculés sur la base des valeurs exactes.

EBIT ajusté

En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBIT ajusté est en hausse de +350pb au 1^{er} semestre 2022, en lien avec la baisse des investissements en linge en 2020 et 2021, qui conduit, comme attendu, à une évolution limitée des amortissements au 1^{er} semestre (environ +5%).

Résultat opérationnel

Les principaux éléments entre l'EBIT ajusté et le résultat opérationnel sont :

- > Les charges sur plans d'actions gratuites qui correspondent au traitement comptable prévu par la norme IFRS 2. Elles sont en baisse de -5,3m€ au 1^{er} semestre 2022, par rapport au 1^{er} semestre 2021,
- > La dotation aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises qui relève principalement de l'allocation de l'écart d'acquisition de Berendsen. Au 1^{er} semestre 2022, le poste est stable par rapport au 1^{er} semestre 2021,
- > La perte de valeur sur le goodwill : en Russie, le Groupe a comptabilisé à la date du 30 juin 2022 (conformément à la norme comptable), sur la base d'un WACC de 26,3 % (contre 11,4 % au 31 décembre 2021), une perte de valeur sur le goodwill de 58,7m€ (au taux de change de 1€ = 56,5553 roubles),
- > Les autres produits et charges opérationnels, très faibles au 1^{er} semestre, en l'absence de restructurations notables.

Résultat financier net

Au 1^{er} semestre 2022, la charge financière nette est de 28,9m€. Elle est inférieure d'environ 13m€ par rapport au 1^{er} semestre 2021, du fait des gains de change.

Résultat net

Le résultat net ressort à 53,9m€ au 1^{er} semestre 2022, contre 16,7m€ au 1^{er} semestre 2021.

Tableau de passage du résultat net au résultat net courant

En millions d'euros	S1 2022 publié	S1 2021 retraité ¹
Résultat net	53,9	16,7
Dotation aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises ²	32,6	31,8
Perte de valeur sur le goodwill	58,7	-
Gains de change exceptionnels ²	(7,9)	
Charge IFRS 2 ²	10,2	15,2
Autres produits et charges opérationnels ²	1,0	2,9
Résultat net courant	148,6	67,0
Attribuable aux :		
- actionnaires de la société mère	148,6	66,9
- participations ne donnant pas le contrôle	0,0	0,1
Résultat net courant par action (en euros) :		
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	0,65	0,30
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	0,61	0,28

¹ : Une réconciliation est présentée dans la partie « Retraitements des informations financières des exercices antérieurs » de ce communiqué.

² : Net de l'effet impôt.

Le résultat net courant ressort à 148,6m€ au 1^{er} semestre 2022, en amélioration de +121,7% par rapport au 1^{er} semestre 2021. Le résultat net courant par action est en hausse de +119,5% à 0,61€ (nombre d'actions sur une base diluée).

Tableau de flux de trésorerie

En millions d'euros	S1 2022 publié	S1 2021 retraité ¹
EBITDA ajusté	576,4	458,7
Eléments exceptionnels et variations de provisions	(2,0)	(7,4)
Frais d'acquisitions et de cessions	(1,7)	(0,5)
Autres	(0,8)	(0,7)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	571,9	450,0
Investissements nets	(320,9)	(255,5)
Variation du besoin en fonds de roulement	(81,6)	34,1
Intérêts financiers nets versés (y compris intérêts sur passifs locatifs)	(53,2)	(54,9)
Impôts versés	(50,8)	(37,7)
Paiement des passifs locatifs - principal	(48,5)	(45,1)
Free cash-flow (après paiement des passifs locatifs)	17,0	90,9
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(32,4)	(42,3)
Autres variations provenant des sociétés acquises/cédées	(1,8)	(3,6)
Autres flux liés aux opérations de financement	0,9	3,4
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	-	0,0
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice	(33,2)	0,0
Augmentation de capital, actions propres	0,4	17,5
Autres	5,5	12,5
Diminution de l'endettement net	(43,5)	78,4
	30 juin 2022	31 décembre 2021
Endettement financier net	3 187,3	3 143,9

¹ : Une réconciliation est présentée dans la partie « Retraitements des informations financières des exercices antérieurs » de ce communiqué.

Investissements nets

Au 1^{er} semestre 2022, les investissements nets du Groupe ressortent à 18,0% du chiffre d'affaires, comparé à 18,6% au 1^{er} semestre de l'année précédente. En valeur, les investissements augmentent d'environ 65m€ mais la forte progression du chiffre d'affaires sur la période fait diminuer le ratio.

Variation du besoin en fonds de roulement

Au 1^{er} semestre 2022, la variation du besoin en fonds de roulement est fortement négative à c. -82m€, reflétant la très forte reprise de l'activité sur les créances clients et un niveau de stock plus important en préparation des vacances d'été. Le Groupe enregistre de bons ratios d'encaissements clients : le délai moyen de règlement de nos clients était de 55 jours au 30 juin 2022, comme au 30 juin 2021.

Free cash-flow

Au 1^{er} semestre 2022, le Groupe délivre un free cash-flow (après paiement des passifs locatifs) de 17,0m€, en ligne avec la saisonnalité normative de génération de cash du Groupe. Au 1^{er} semestre 2021, le free cash-flow avait fortement bénéficié d'une variation atypique du besoin de fonds de roulement.

Endettement financier net et financement

L'endettement net du Groupe au 30 juin 2022 est de 3 187,3m€, contre 3 143,9m€, au 31 décembre 2021 et 3 202,6m€ au 30 juin 2021. Le levier d'endettement financier s'élève à 2,7x au 30 juin 2022, contre 3,0x au 31 décembre 2021.

Au 1^{er} semestre 2022, Elis a placé, dans le cadre de son programme EMTN (*Euro Medium Term Notes*), un montant en principal de 300m€ d'obligations seniors non garanties (*senior unsecured*), dont la maturité est de 5 ans et offrant un coupon fixe annuel de 4,125%.

Le Groupe a de plus signé un nouveau financement au format USPP pour un montant de 175m\$ avec un groupe d'investisseurs américains emmené par Barings. Les nouvelles obligations émises ont une maturité de 10 ans (Juin 2032) et offrent aux investisseurs un coupon de 4.32% en dollar. Celles-ci ont été intégralement converties en euro pour un montant total de 159m€ par Elis, qui paiera un coupon final en euro de 3%.

Distribution au titre de l'exercice 2021

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société du 19 mai 2022 a donné à chaque actionnaire le choix de recevoir le paiement du dividende au titre de l'exercice 2021 de 0,37€ par action en numéraire ou en actions nouvelles de la Société. Le prix d'émission des actions nouvelles émises en paiement du dividende a été fixé à 12,96€. À la clôture de la période d'option, 60,02% des droits ont été exercés en faveur du paiement en actions du dividende au titre de l'exercice 2021. Le montant du dividende au titre de l'exercice 2021 versé en numéraire aux actionnaires n'ayant pas opté pour le paiement en actions s'élève à 33,2m€ (hors commissions) et a été payé en juin.

Mise à jour des perspectives 2022

La poursuite de la reprise de l'activité, meilleure qu'attendue au 1^{er} semestre 2022, ainsi que la bonne dynamique de prix nous permettent d'anticiper désormais une croissance organique du chiffre d'affaires 2022 comprise entre +18% et +20% sur l'année (précédemment attendue entre +13% et +15%). L'hypothèse de travail sous-jacente est que l'activité en Hôtellerie-Restaurant est attendue, au second semestre, au niveau de 2019.

Dans un contexte de très forte inflation, notamment des prix de l'énergie, la marge d'EBITDA ajusté 2022 est toujours attendue à environ 33,5%. Le cours moyen du gaz (PEG Nord) constaté au 1^{er} semestre et les différentes couvertures mises en place par le Groupe pour le reste de l'année nous garantissent un prix du gaz moyen sur l'année proche de 100€/MWh, en ligne avec les indications données en mars lors de la publication des résultats annuels 2021.

L'EBIT ajusté 2022 est désormais attendu au-dessus de 530m€ (précédemment attendu à environ 500m€), en lien avec la forte dynamique de chiffre d'affaires au 1^{er} semestre.

Le Résultat net courant par action 2022 est désormais attendu en augmentation au-dessus de 1,45€ (précédemment attendu à environ 1,35€).

Le free cash-flow 2022 (après paiement des loyers) est toujours attendu à environ 200m€ en raison de l'impact du fort rebond de l'activité sur le besoin en fonds de roulement et sur l'augmentation des investissements linge.

Le levier d'endettement financier au 31 décembre 2022 est désormais attendu à environ 2,5x, en baisse de 0,5x sur l'année (précédemment attendu à environ 2,6x).

1.4 Facteurs de risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2022 sont ceux détaillés aux chapitres 3 et 4 du document d'enregistrement universel 2021, aux sections respectivement 3.6.1 « Déclaration de performance extra-financière (DPEF) » (pages 166 à 169) et 4.1 « Facteurs de risques » (pages 186 à 197). Sous réserve de ce qui figure ci-après et de la mise à jour des litiges figurant à la note 7.2 des comptes semestriels consolidés condensés inclus dans le présent rapport, ces facteurs de risque demeurent applicables à la date du présent rapport.

Dans un environnement marqué par le conflit militaire en cours à la date du présent rapport entre la Russie et l'Ukraine, la Société ne déplore pas de répercussion défavorable importante sur son activité, en raison principalement d'une exposition limitée à la Russie (le Groupe réalise en Russie un chiffre d'affaires de c. 20 millions d'euros sur une base annuelle et n'a pas d'activité en Ukraine).

Par ailleurs, la Société suit de près l'évolution de la situation et a mis en place l'organisation nécessaire au respect des sanctions internationales et mesures de contrôle des exportations prononcées par nombre de pays et d'organisations, dont l'Union Européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis.

En l'état actuel de la situation, la principale incertitude concerne l'évolution future du conflit, des sanctions internationales et mesures de contrôle des exportations en découlant ainsi que de l'impact éventuel du conflit et de ces sanctions et mesures sur l'activité du Groupe, la disponibilité dans des quantités suffisantes des matières premières et fournitures diverses, dont le gaz, ainsi que sur le mouvement de forte augmentation des coûts observé depuis plusieurs mois. La Société ne peut exclure que, si ces différentes sanctions étaient accentuées, ou si le conflit empirait, cela puisse avoir un impact défavorable sur les activités, la rentabilité ou les perspectives du Groupe.

Dans ce contexte de forte hausse des coûts, le Groupe a mis en place une organisation commerciale visant à répercuter de manière efficace la hausse de ses coûts dans le prix de ses services. Toutefois, la Société ne peut exclure que, du fait notamment des limitations que pourraient imposer les contrats en vigueur avec tout ou partie de ses clients, notamment publics, la répercussion immédiate de la totalité des hausses de coûts subies par le Groupe soit impossible. A défaut d'être en mesure de répercuter la totalité des hausses de coûts qu'il subit, le Groupe ne peut exclure un impact défavorable sur sa rentabilité ou ses perspectives.

1.5 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la Note 5.2 « Rémunération des dirigeants » des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport.

1.6 Évolution de la gouvernance

Le 19 mai 2022, s'est tenue l'assemblée générale annuelle d'Elis au cours de laquelle les actionnaires ont approuvé le renouvellement du mandat de membre au conseil de surveillance de Antoine Burel, pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à délibérer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2025.

Au 30 juin 2022, la composition du conseil de surveillance d'Elis et de ses comités ainsi que celle du directoire n'a pas été modifiée par rapport à celle décrite dans le document d'enregistrement universel pour l'exercice clos au 31 décembre 2021.

1.7 Informations concernant le capital social

1.7.1 Répartition du capital social et actionnariat

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour sur le site Internet du Groupe à l'adresse www.elis.com.

Sur la base des déclarations légales établissant une participation supérieure à 5 % du capital ou des droits de vote, et des déclarations des personnes liées au Groupe, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante au 30 juin 2022 :

Actionnaires	30 juin 2022					
	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% du capital	% des droits de vote théoriques	% des droits de vote exerçables
Canada Pension Plan Investment Board*	27 328 637	54 653 146	54 653 146	11,98	20,11	20,12
Predica*	14 391 615	28 383 777	28 383 777	6,31	10,45	10,45
Flottant, dont	186 357 885	188 583 700	188 583 700	81,67	69,40	69,43
↳ Dirigeants et salariés ^(a)	4 253 143	5 861 183	5 861 183	1,86	2,16	2,16
Actions auto-détenues ^(b)	103 248	103 248	0	0,05	0,04	0
TOTAL	228 181 385	271 723 871	271 620 623	100,0	100,0	100,0

* en ce compris les actions détenues par le(s) représentant(s) de l'actionnaire au conseil de surveillance
(a) dont 1 370 293 actions, détenues par les salariés via le FCPE « Elis for All », 2 450 057 détenues au titre des règlements de plans d'actions de performance mis en œuvre par la Société pour lesquels la période d'acquisition est close.
(b) dont 103 248 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité. Ces actions sont dépourvues de droit de vote.

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient au 30 juin 2022 directement ou indirectement, 5 % ou plus du capital social et des droits de vote de la Société.

1.7.2 Franchissements de seuils de participation

Depuis le 1^{er} janvier 2022, aucune déclaration de franchissement de seuil au-dessus de 5% n'a été faite auprès de l'AMF.

1.7.3 Actions potentielles

Au 30 juin 2022, le volume potentiel des instruments dilutifs en circulation représente 13 475 666 actions au titre des obligations à options de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (Océanes) –(ratio de conversion modifié le 8 juin 2022) - et 4 873 106 actions au titre des actions de performance en cours d'acquisition. L'effet potentiellement dilutif global de ces instruments était ainsi d'environ 8,04 % du capital social au 30 juin 2022.

1.8 Evènements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels

Aucun autre évènement n'est survenu postérieurement à l'arrêté des comptes semestriels consolidés condensés.

02 Comptes semestriels consolidés condensés

2.1 État du résultat net consolidé intermédiaire

(en millions d'euros) (non audité)	Notes	30/06/2022	30/06/2021 retraité (a)
Produits de l'activité ordinaire	3.1/3.3	1 783,8	1 375,5
Coût du linge, des appareils et des autres consommables		(273,1)	(253,3)
Coûts de traitement		(698,3)	(508,6)
Coûts de distribution		(276,4)	(216,1)
Marge brute		536,1	397,5
Frais de vente, généraux et administratifs		(319,1)	(284,4)
Pertes de valeur nettes sur créances clients et autres créances		4,1	1,5
Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises, perte de valeur sur le goodwill et avant autres produits et charges opérationnels	3.2	221,2	114,6
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	4.1	(40,4)	(40,1)
Perte de valeur sur le goodwill	6.2	(58,7)	-
Autres produits et charges opérationnels	4.2	(1,2)	(3,9)
Résultat opérationnel		121,0	70,6
Résultat financier net	8.1	(28,9)	(42,0)
Résultat avant impôt		92,0	28,7
Charge d'impôt	9	(38,1)	(12,0)
Résultat des activités poursuivies		53,9	16,7
Résultat des activités abandonnées, net d'impôt		-	-
RESULTAT NET		53,9	16,7
Attribuable aux :			
- actionnaires de la société mère		53,9	16,6
- participations ne donnant pas le contrôle		0,0	0,1
Résultat par action (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,24	€0,07
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,24	€0,07
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,24	€0,07
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,24	€0,07

(a) voir note 1.6

2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire

(en millions d'euros) (non audité)	Notes	30/06/2022	30/06/2021 retraité (a)
RESULTAT NET		53,9	16,7
Profits/(pertes) sur couvertures de flux de trésorerie, avant impôt		21,1	2,6
Reclassement de la réserve de couverture de flux de trésorerie en compte de résultat		-	-
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie, avant impôt		21,1	2,6
Effets d'impôt		(0,8)	(0,7)
Variation nette du coût de la couverture, avant impôt		2,2	(0,2)
Effets d'impôt		(0,6)	0,1
Effets des variations des cours des monnaies étrangères - écarts de change nets		35,3	50,9
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		57,1	52,5
Gains/(pertes) actuariels sur plans à prestations définies, avant impôts		19,1	18,4
Effets d'impôt		(4,3)	(5,7)
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		14,7	12,7
Total des autres éléments du résultat global		71,9	65,2
RÉSULTAT GLOBAL		125,8	81,9
Attribuable aux :			
- actionnaires de la société mère		125,8	81,8
- participations ne donnant pas le contrôle		0,0	0,1

(a) voir note 1.6

2.3 État de la situation financière consolidé intermédiaire - actif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2022	31/12/2021
<i>(non audité)</i>			retraité (a)
Goodwill	6.1	3 814,9	3 818,7
Immobilisations incorporelles		714,4	752,7
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	11	439,7	439,4
Immobilisations corporelles	6.3	1 973,7	1 911,0
Autres participations		0,1	0,1
Autres actifs non courants		80,7	64,7
Actifs d'impôt différé		35,1	31,5
Actifs liés aux avantages au personnel		51,2	51,8
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		7 109,8	7 070,0
Stocks		164,0	138,6
Actifs sur contrats		49,2	38,1
Clients et autres débiteurs		716,2	599,8
Actifs d'impôt exigible		22,3	17,2
Autres actifs		26,4	18,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.3	606,3	160,1
Actifs détenus en vue de la vente		0,4	0,4
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		1 584,8	973,1
TOTAL ACTIF		8 694,6	8 043,1

(a) voir note 1.6

2.4 État de la situation financière consolidée intermédiaire - passif et capitaux propres

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2022	31/12/2021
<i>(non audité)</i>			retraité (a)
Capital émis	10.1	228,2	224,1
Primes liées au capital	10.1	2 438,5	2 531,6
Réserve sur actions propres		(1,1)	(1,6)
Autres réserves		(258,8)	(322,7)
Résultats accumulés non distribués		709,0	581,4
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE		3 115,7	3 012,9
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE		0,8	0,7
CAPITAUX PROPRES		3 116,5	3 013,7
Provisions	7.1	91,2	89,9
Passifs liés aux avantages au personnel		87,0	105,9
Emprunts et dettes financières	8.2/8.4	3 097,9	3 084,5
Passifs d'impôt différé		286,2	283,0
Passifs locatifs	11	368,1	367,2
Autres passifs non courants		29,3	33,1
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		3 959,8	3 963,5
Provisions - part à moins d'un an	7.1	13,7	12,6
Dettes d'impôt exigible		22,7	28,2
Fournisseurs et autres créditeurs		306,8	262,4
Passifs sur contrats		76,8	75,8
Passifs locatifs - part à moins d'un an	11	88,8	86,3
Autres passifs		413,8	381,1
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	8.2/8.4	695,7	219,5
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente		-	-
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		1 618,3	1 065,9
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		8 694,6	8 043,1

(a) voir note 1.6

2.5 État des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(en millions d'euros) (non audité)	Notes	30/06/2022	30/06/2021 retraité (a)
Résultat net consolidé		53,9	16,7
Charge d'impôt	9	38,1	12,0
Résultat financier net	8.1	28,9	42,0
Perte de valeur sur le goodwill	6.2	58,7	-
Paiements en actions		9,8	14,1
Dotations nettes aux amortissements et provisions	4.1	383,6	364,9
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	4.1	(0,3)	(0,1)
Plus et moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1,1	0,5
Autres		(1,8)	-
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT		571,9	450,0
Variation des stocks		(24,5)	4,1
Variation des clients, autres débiteurs et actifs sur contrats		(118,6)	(31,7)
Variation des autres actifs		(3,1)	1,0
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs		33,9	24,0
Variation des passifs sur contrats et autres passifs		30,8	34,1
Variation des autres postes		(1,0)	0,8
Avantages au personnel		0,9	1,7
Impôts versés		(50,8)	(37,7)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ		439,6	446,4
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		(11,0)	(8,9)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles		-	-
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		(315,7)	(250,0)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles		5,6	3,3
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	2.1	(32,4)	(42,3)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		-	-
Variation des prêts et avances consentis		0,6	(1,6)
Dividendes reçus		-	-
Subventions d'investissement		0,3	0,2
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(352,7)	(299,4)
Augmentation de capital		(0,0)	10,3
Actions propres		0,4	7,2
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice			
- versés aux actionnaires de la société mère		(33,2)	-
- versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-	-
Variation de l'endettement (b)	8.2	485,7	(55,7)
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts	8.2	739,6	262,2
- Remboursements d'emprunts	8.2	(254,0)	(318,0)
Paiements de passifs locatifs - principal	11	(48,5)	(45,1)
Intérêts financiers nets versés (y compris intérêts sur passifs locatifs)		(53,2)	(54,9)
Autres flux liés aux opérations de financement		0,9	3,4
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		352,1	(134,8)
VARIATION DE TRÉSORERIE		439,0	12,2
Trésorerie à l'ouverture		160,1	137,6
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie		6,8	2,6
TRÉSORERIE A LA CLÔTURE		605,8	152,4

(a) voir note 1.6

(b) variation nette des lignes de crédit

2.6 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2022

(en millions d'euros)

(non audité)	Note	Capital émis	Primes liées au capital	Réserve sur actions propres	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de coût de couverture	Réserves de conversion	Composante «capitaux propres» des obligations convertibles	Réserve légale	Résultats accumulés non distribués	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2021, retraité (a)		224,1	2 531,6	(1,6)	2,2	1,3	(380,1)	37,8	16,0	581,5	3 013,0	0,7	3 013,7
Augmentations de capital en numéraire	10.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Distributions aux actionnaires	10.2	-	(33,2)	-	-	-	-	-	-	-	(33,2)	-	(33,2)
Émission de titres convertibles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements en actions		-	-	-	-	-	-	-	-	9,8	9,8	-	9,8
Mouvements sur actions propres		-	-	0,4	-	-	-	-	-	-	0,4	-	0,4
Acquisition de minoritaires sans changement du contrôle		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions de filiales - minoritaires		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	10.1	4,1	(60,0)	-	-	-	-	-	6,8	49,1	-	-	-
RESULTAT NET		-	-	-	-	-	-	-	-	53,9	53,9	0,0	53,9
Autres éléments du résultat global		-	-	-	20,2	1,7	35,3	-	-	14,7	71,9	-	71,9
RÉSULTAT GLOBAL		-	-	-	20,2	1,7	35,3	-	-	68,6	125,8	0,0	125,8
Solde au 30 juin 2022		228,2	2 438,5	(1,1)	22,5	2,9	(344,8)	37,8	22,8	709,0	3 115,7	0,8	3 116,5

(a) voir note 1.6

2.7 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2021

(en millions d'euros)

(non audité)	Note	Capital émis	Primes liées au capital	Réserve sur actions propres	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de coût de couverture	Réserves de conversion	Composante «capitaux propres» des obligations convertibles	Réserve légale	Résultats accumulés non distribués	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2020		221,8	2 575,6	(11,2)	(2,1)	1,2	(409,8)	37,8	6,8	386,1	2 806,2	0,6	2 806,8
IAS 19 - décision de l'IFRIC										1,5	1,5		1,5
Solde ajusté au 1^{er} janvier 2021		221,8	2 575,6	(11,2)	(2,1)	1,2	(409,8)	37,8	6,8	387,6	2 807,7	0,6	2 808,3
Augmentations de capital en numéraire		1,1	9,3	-	-	-	-	-	-	-	10,3	-	10,3
Distributions aux actionnaires		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émission de titres convertibles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements en actions		-	-	-	-	-	-	-	-	14,1	14,1	-	14,1
Mouvements sur actions propres		-	-	7,2	-	-	-	-	-	-	7,2	-	7,2
Acquisition de minoritaires sans changement du contrôle		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions de filiales - minoritaires		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations		1,2	(53,2)	2,5	-	-	-	-	9,3	40,3	-	-	-
RESULTAT NET		-	-	-	-	-	-	-	-	16,6	16,6	0,1	16,7
Autres éléments du résultat global		-	-	-	1,8	(0,2)	50,9	-	-	12,7	65,2	-	65,2
RÉSULTAT GLOBAL		-	-	-	1,8	(0,2)	50,9	-	-	29,3	81,8	0,1	81,9
Solde au 30 juin 2021 (retraité)		224,1	2 531,7	(1,5)	(0,3)	1,0	(358,9)	37,8	16,0	471,2	2 921,1	0,7	2 921,8

2.8 Notes explicatives

Elis est un prestataire multi-services international, qui fournit des solutions de location-entretien d'articles textiles, d'hygiène et de bien-être, présent en Europe et en Amérique latine. Le Groupe livre des centaines de milliers de clients de toutes tailles dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, de la santé, de l'industrie, du commerce et des services.

Elis est une société anonyme de droit français à directoire et conseil de surveillance, cotée sur le marché Euronext à Paris, dont le siège social est situé au 5, boulevard Louis-Loucheur, 92210 Saint-Cloud, France.

Les présents comptes semestriels consolidés condensés ont été arrêtés par le directoire le 27 juillet 2022 et ont fait l'objet d'un examen par le comité d'audit et par le conseil de surveillance d'Elis le même jour. Ils ont par ailleurs fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

NOTE 1 Méthodes et principes comptables

1.1 Base de préparation

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Elis comprennent les comptes d'Elis et de ses filiales.

Le groupe Elis (ou le Groupe) désigne la société Elis (ou la Société), société mère du groupe Elis et les sociétés qu'elle contrôle et qui sont consolidées.

Ces comptes sont établis selon le principe de continuité d'exploitation, et selon la convention du coût historique à l'exception principalement :

> des instruments financiers dérivés et des actifs compensatoires, passifs éventuels et passifs financiers représentatifs d'un ajustement de prix, reconnus dans un regroupement d'entreprises, qui sont évalués à la juste valeur ;

> des passifs (actifs) liés aux avantages au personnel, qui sont évalués à la juste valeur des actifs des plans à laquelle est retranchée la valeur actuelle des obligations à prestations définies, tels que limités par la norme IAS 19 ;

> des actifs détenus en vue de la vente, qui sont évalués au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de cession.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, sauf mention contraire.

1.2 Référentiel appliqué

Les comptes semestriels consolidés condensés d'Elis pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas l'intégralité de l'information requise par le référentiel IFRS pour des comptes annuels et doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2021 et avec les comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2021.

1.3 Impact des nouveaux textes

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, à l'exception des normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire au 1^{er} janvier 2022.

Les amendements aux normes IAS 16, IAS 37, IAS 41, IFRS 1, IFRS 3 et IFRS 9, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2022, n'ont pas d'impact pour le Groupe.

1.4 Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des comptes semestriels consolidés condensés requiert du management, de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ces futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Pour la préparation des présents comptes semestriels consolidés condensés, les jugements exercés par le management dans l'application des principes comptables du Groupe et les principales estimations sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2021, à l'exception :

- > de l'estimation réalisée pour la comptabilisation de la charge intermédiaire d'impôt, tel que décrit à la Note 9 « Impôts sur les résultats » ;
- > de la CVAE et de la participation des salariés prises en compte dans les résultats des entités françaises du Groupe, qui sont provisionnées à 50 % de la charge annuelle estimée ;
- > des engagements de retraite qui n'ont pas fait l'objet de nouvelles évaluations actuarielles dans le cadre des comptes semestriels consolidés condensés. La charge de retraite pour la période représente 50 % de la charge estimée pour 2022 sur la base des données retenues au 31 décembre 2021, extrapolée des variations significatives des hypothèses (variation des taux d'actualisation et d'inflation).

1.5 Produits perçus de façon saisonnière

Les produits des activités ordinaires, le résultat opérationnel avant autres produits et charges opérationnels et tous les indicateurs opérationnels sont peu sujets aux fluctuations saisonnières, à l'exception de l'activité touristique et des congés d'été qui impactent l'activité de certains centres. De plus, l'impact de la saisonnalité varie selon les pays dans lesquels le Groupe réalise ses opérations.

Par ailleurs, les impacts de la crise du coronavirus ne sont pas linéaires et les effets sur le premier semestre ne permettent pas de conclure sur des effets annuels potentiels.

Par conséquent, les résultats semestriels pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022 ne reflètent pas forcément ce que seront les résultats pour la totalité de l'année 2022.

1.6 Retraitements des informations financières des exercices antérieurs

Les tableaux suivants présentent les ajustements liés aux regroupements d'entreprises antérieurs par rapport au compte de résultat au 30 juin 2021 inclus dans les comptes semestriels consolidés condensés et aux états financiers au 31 décembre 2021 antérieurement publiés.

▪ IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »

La norme IFRS 3 impose de retraiter rétrospectivement les périodes antérieurement publiées dans les cas de regroupements d'entreprises (comptabilisation du montant définitif de la juste valeur des actifs acquis ainsi que des passifs et passifs éventuels assumés lorsque cette juste valeur avait été déterminée de manière provisoire à la clôture précédente).

Les principaux ajustements par rapport aux comptes consolidés antérieurement publiés concernent :

> le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021. En effet, la comptabilisation initiale de plusieurs regroupements d'entreprises était inachevée en juillet 2021, au moment de l'arrêt des comptes semestriels consolidés 2021 : en particulier, les valorisations de certaines relations clientèle n'ont été finalisées qu'au second semestre 2021. Ces évaluations ont été réalisées avec la méthode des surprofits.

> le bilan du 31 décembre 2021. De même, comme mentionnée à la Note 2.4 « Évolutions du périmètre de consolidation » des comptes consolidés 2021, compte tenu des récentes acquisitions, la comptabilisation initiale des regroupements d'entreprises acquises au cours des 12 derniers mois était inachevée et les montants de juste valeur n'étaient déterminés qu'à titre provisoire. Les retraitements sont principalement liés à l'affectation du *goodwill* des acquisitions réalisées au second semestre 2021 :

- Pestguard en Irlande : reconnaissance des relations clientèle, selon la méthode des surprofits avec l'intervention d'un expert ;
- BleskinCare Textile en Russie : enregistrement selon la méthode habituellement mise en œuvre par le Groupe d'une provision pour mise en conformité environnementale.

1.6.1 État du résultat net consolidé intermédiaire

(en millions d'euros)	30/06/2021 publié	IFRS 3	30/06/2021 retraité
Produits de l'activité ordinaire	1 375,5	-	1 375,5
Coût du linge, des appareils et des autres consommables	(253,3)	-	(253,3)
Coûts de traitement	(508,6)	(0,1)	(508,6)
Coûts de distribution	(216,0)	(0,0)	(216,1)
Marge brute	397,6	(0,1)	397,5
Frais de vente, généraux et administratifs	(284,4)	(0,0)	(284,4)
Pertes de valeur nettes sur créances clients et autres créances	1,5	-	1,5
Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises, perte de valeur sur le goodwill et avant autres produits et charges opérationnels	114,7	(0,1)	114,6
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(39,7)	(0,4)	(40,1)
Perte de valeur sur le goodwill	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(3,9)	-	(3,9)
Résultat opérationnel	71,1	(0,5)	70,6
Résultat financier net	(42,0)	-	(42,0)
Résultat avant impôt	29,2	(0,5)	28,7
Charge d'impôt	(12,1)	0,1	(12,0)
Résultat des activités poursuivies	17,1	(0,4)	16,7
Résultat des activités abandonnées, net d'impôt	-	-	-
RESULTAT NET	17,1	(0,4)	16,7
Attribuable aux :			
- actionnaires de la société mère	17,0	(0,4)	16,6
- participations ne donnant pas le contrôle	0,1	-	0,1
Résultat par action (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,08		€0,07
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,08		€0,07
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,08		€0,07
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,08		€0,07

1.6.2 État du résultat global consolidé intermédiaire

(en millions d'euros)	30/06/2021 publié	IFRS 3	30/06/2021 retraité
RESULTAT NET	17,1	(0,4)	16,7
Profits/(pertes) sur couvertures de flux de trésorerie, avant impôt	2,6		2,6
Reclassement de la réserve de couverture de flux de trésorerie en compte de résultat	-		-
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie, avant impôt	2,6	-	2,6
Effets d'impôt	(0,7)		(0,7)
Variation nette du coût de la couverture, avant impôt	(0,2)		(0,2)
Effets d'impôt	0,1		0,1
Effets des variations des cours des monnaies étrangères - écarts de change nets	50,9	(0,1)	50,9
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net	52,6	(0,1)	52,5
Gains/(pertes) actuariels sur plans à prestations définies, avant impôts	18,4		18,4
Effets d'impôt	(5,7)		(5,7)
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net	12,7	-	12,7
Total des autres éléments du résultat global	65,3	(0,1)	65,2
RÉSULTAT GLOBAL	82,4	(0,5)	81,9
Attribuable aux :			
- actionnaires de la société mère	82,3	(0,5)	81,8
- participations ne donnant pas le contrôle	0,1	-	0,1

1.6.3 État de la situation financière consolidée - actif

(en millions d'euros)	31/12/2021	IFRS 3	IFRS 3	IFRS 3	31/12/2021
	publié	affectation à la date d'acquisition	variation entre la date d'ac- quisition et la clôture	écarts de change	retraité
Goodwill	3 817,0	1,7	-	(0,1)	3 818,7
Immobilisations incorporelles	750,1	2,8	(0,1)	(0,0)	752,7
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	439,2	0,2	-	-	439,4
Immobilisations corporelles	1 910,9	0,0	-	-	1 911,0
Autres participations	0,1	-	-	-	0,1
Autres actifs non courants	64,7	-	-	-	64,7
Actifs d'impôt différé	31,5	0,0	-	-	31,5
Actifs liés aux avantages au personnel	51,8	-	-	-	51,8
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	7 065,5	4,7	(0,1)	(0,1)	7 070,0
Stocks	138,8	(0,2)	-	-	138,6
Actifs sur contrats	38,1	-	-	-	38,1
Clients et autres débiteurs	600,7	(0,9)	-	-	599,8
Actifs d'impôt exigible	17,1	0,1	-	-	17,2
Autres actifs	18,9	0,0	-	-	18,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	160,0	0,1	-	-	160,1
Actifs détenus en vue de la vente	0,4	-	-	-	0,4
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	974,0	(0,9)	-	-	973,1
TOTAL ACTIF	8 039,5	3,8	(0,1)	(0,1)	8 043,1

1.6.4 État de la situation financière consolidée - passif et capitaux propres

(en millions d'euros)	31/12/2021	IFRS 3	IFRS 3	IFRS 3	31/12/2021
	publié	affectation à la date d'acquisition	variation entre la date d'ac- quisition et la clôture	écarts de change	retraité
Capital émis	224,1	-	-	-	224,1
Primes liées au capital	2 531,6	-	-	-	2 531,6
Réserve sur actions propres	(1,6)	-	-	-	(1,6)
Autres réserves	(322,6)	-	-	(0,1)	(322,7)
Résultats accumulés non distribués	581,5	0,0	(0,1)	-	581,4
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	3 013,1	0,0	(0,1)	(0,1)	3 012,9
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	0,7	-	-	-	0,7
CAPITAUX PROPRES	3 013,8	0,0	(0,1)	(0,1)	3 013,7
Provisions	87,7	2,3	-	(0,1)	89,9
Passifs liés aux avantages au personnel	105,9	-	-	-	105,9
Emprunts et dettes financières	3 084,5	-	-	-	3 084,5
Passifs d'impôt différé	282,9	0,1	(0,0)	-	283,0
Passifs locatifs	367,0	0,2	-	-	367,2
Autres passifs non courants	33,1	-	-	-	33,1
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	3 961,0	2,5	(0,0)	(0,1)	3 963,5
Provisions - part à moins d'un an	12,6	-	-	-	12,6
Dettes d'impôt exigible	28,2	(0,0)	-	-	28,2
Fournisseurs et autres créditeurs	262,9	(0,5)	-	-	262,4
Passifs sur contrats	74,9	0,9	-	-	75,8
Passifs locatifs - part à moins d'un an	86,2	0,0	-	-	86,3
Autres passifs	378,7	2,4	-	(0,0)	381,1
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	221,1	(1,6)	-	0,0	219,5
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	1 064,6	1,2	-	0,0	1 065,9
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	8 039,5	3,8	(0,1)	(0,1)	8 043,1

1.6.5 État des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(en millions d'euros)	30/06/2021 publié	IFRS 3	30/06/2021 retraité
Résultat net consolidé	17,1	(0,4)	16,7
Charge d'impôt	12,1	(0,1)	12,0
Résultat financier net	42,0	-	42,0
Perte de valeur sur le goodwill	-	-	-
Paiements en actions	14,1	-	14,1
Dotations nettes aux amortissements et provisions	364,4	0,5	364,9
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	(0,1)	-	(0,1)
Plus et moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,5	-	0,5
Autres	-	-	-
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT	450,0	0,0	450,0
Variation des stocks	4,1	-	4,1
Variation des clients, autres débiteurs et actifs sur contrats	(31,7)	-	(31,7)
Variation des autres actifs	1,0	-	1,0
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs	24,0	-	24,0
Variation des passifs sur contrats et autres passifs	34,1	-	34,1
Variation des autres postes	0,8	-	0,8
Avantages au personnel	1,7	-	1,7
Impôts versés	(37,7)	-	(37,7)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ	446,4	0,0	446,4
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(8,9)	-	(8,9)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles	-	-	-
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(250,0)	-	(250,0)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	3,3	-	3,3
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(42,3)	-	(42,3)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	-	-	-
Variation des prêts et avances consentis	(1,6)	-	(1,6)
Dividendes reçus	-	-	-
Subventions d'investissement	0,2	-	0,2
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(299,4)	-	(299,4)
Augmentation de capital	10,3	-	10,3
Actions propres	7,2	-	7,2
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice	-	-	-
- versés aux actionnaires de la société mère	-	-	-
- versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-	-
Variation de l'endettement	(55,7)	-	(55,7)
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts	262,2	-	262,2
- Remboursements d'emprunts	(318,0)	-	(318,0)
Paiements de passifs locatifs - principal	(45,1)	(0,0)	(45,1)
Intérêts financiers nets versés (y compris intérêts sur passifs locatifs)	(54,9)	-	(54,9)
Autres flux liés aux opérations de financement	3,4	-	3,4
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(134,8)	(0,0)	(134,8)
VARIATION DE TRÉSORERIE	12,2	(0,0)	12,2
Trésorerie à l'ouverture	137,6	-	137,6
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie	2,6	-	2,6
TRÉSORERIE A LA CLÔTURE	152,4	-	152,4

2.1 Acquisitions réalisées au 1^{er} semestre 2022

Au cours du 1^{er} semestre, le Groupe a procédé aux acquisitions suivantes de sociétés ou d'actifs, pour lesquels le Groupe a conclu qu'il s'agissait de regroupements d'entreprises :

En Allemagne

Le 17 mars 2022, le Groupe a acquis 100 % de Textilservice Jöckel (« Jöckel ») en Allemagne. Le groupe Jöckel est entièrement dédié à des clients du marché de la Santé (hôpitaux et maisons de retraite) et dispose de 2 blanchisseries dans les régions de la Hesse et de Thuringe. Le chiffre d'affaires 2021 est de près de 20 millions d'euros. Le management actuel restera en place et contribuera à accélérer le développement de l'activité dans le pays. Avec cette opération, Elis poursuit la consolidation de ses positions en Allemagne dans le segment porteur de la Santé.

Au Brésil

Le 23 juin 2022, le Elis a acquis 100% de Lavanderia Alba Ltda au Brésil. Le Groupe Alba dispose d'une blanchisserie principale à Cuiabá (capital de l'Etat du Mato Grosso), de deux blanchisseries plus petites et de deux installations chez des clients. Alba sert des clients à 90% sur le marché de la Santé. L'entreprise a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de plus de 2 millions d'euros et emploie près de 175 salariés. Avec cette acquisition, Elis entre dans un État brésilien dans lequel il n'avait pas d'implantation.

Au Chili

Le 3 mars 2022, le Groupe a acquis 100% de Golden Clean SA au Chili. Golden Clean dispose de deux blanchisseries à Santiago et à Antofagasta, et sert des clients sur le marché de la Santé et le marché de l'Hôtellerie-Restaurant. L'entreprise a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires avoisinant 6 millions d'euros et emploie près de 250 salariés.

Au Danemark

Le 28 février 2022, Elis a poursuivi le développement de l'activité Pest control au Danemark en acquérant 100 % de Absolut Skadedyrsservice AS (« Absolut »). Absolut est une société qui emploie 13 employés et dont l'activité se situe dans le grand Copenhague. Le chiffre d'affaires annuel est d'environ 2,1 millions d'euros.

Le 29 avril 2022, Elis a acquis 100% de Centralvaskeriet AS, qui opère une blanchisserie dans le sud de la région du Jutland et emploie près de 50 salariés. L'entreprise propose des

services de location-entretien de linge plat, majoritairement pour des clients en Hôtellerie-Restaurant, ainsi que de location-entretien de vêtements de travail et de tapis. Le chiffre d'affaires 2021 s'est établi à près de 5 millions d'euros.

En France

Le 31 janvier 2022, M.A.J. a acquis les actifs de la société Leasinge spécialisée sur le marché des restaurants en Île-de-France (14 salariés). Dans le contexte de la crise de la Covid-19, le chiffre d'affaires 2021 s'est élevé à 1,0 million d'euros.

En Irlande

Le 4 février 2022, Elis a acquis en Irlande les actifs de la société Magic Mats Ltd, située dans la banlieue de Dublin et réalisant un chiffre d'affaires annuel de 0,6 million d'euros avec 4 salariés.

En Norvège

Le 3 avril 2022, Elis a acquis les actifs de la société ABC Matter AS qui fournit des tapis avec 2 agents de service à Oslo. Le chiffre d'affaires annuel est d'environ 0,4 million d'euros.

Aux Pays-Bas

Le 28 avril 2022, Elis a poursuivi le développement de l'activité Pest control aux Pays-Bas en acquérant 100 % de Hexapoda Ongedierthebestrijding BV, qui est une société avec 5 employés et dont l'activité se situe principalement à l'ouest du pays. Le chiffre d'affaires annuel est d'environ 0,5 million d'euros.

En Slovaquie

Le 31 janvier 2022, Elis a acquis les actifs de la société Worldcolour sro qui exploite une blanchisserie de linge plat et vêtements de travail à Trenčín (42 salariés). Le volume d'activité repris s'élève à 1,1 million d'euros dont 0,5 million de sous-traitance déjà réalisée avec la filiale slovaque d'Elis.

Principales données sur ces transactions

Les actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	Juste valeur reconnue à la date d'acquisition	Allemagne	Brésil	Chili	Danemark	France	Irlande	Norvège	Pays-Bas	Slovaquie
Bilan										
Immobilisations incorporelles	2,0	-	-	0,2	0,2	0,0	0,1	0,7	0,9	-
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	1,3	0,0	-	1,3	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	18,1	8,5	1,5	1,9	5,1	0,1	0,4	0,1	0,0	0,5
Autres actifs non courants	0,1	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-
Actifs d'impôt différé	0,0	-	-	0,0	-	-	-	-	-	-
Stocks	0,5	0,2	-	0,3	0,0	0,0	-	-	0,0	0,0
Clients et autres débiteurs	4,8	1,1	0,2	2,3	1,2	-	-	-	0,0	-
Actifs d'impôt exigibles	0,1	-	0,0	0,1	-	-	-	-	-	-
Autres actifs	0,1	0,1	-	0,0	(0,0)	-	-	-	0,0	-
Trésorerie et équivalents	3,5	2,3	0,1	1,0	0,1	-	-	-	0,1	-
Provisions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières	(1,1)	(0,9)	(0,2)	-	-	-	-	-	-	-
Passifs d'impôt différés	(0,7)	-	-	-	(0,5)	-	-	-	(0,2)	-
Passifs locatifs	(2,2)	-	-	(1,0)	(1,2)	-	-	-	-	-
Autres passifs non courants	(0,2)	-	-	-	(0,2)	-	-	-	-	-
Provisions - part à moins d'un an	(0,1)	-	-	(0,1)	-	-	-	-	-	-
Dettes d'impôt exigible	(0,3)	(0,0)	-	(0,2)	(0,0)	-	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créditeurs	(2,2)	(0,6)	(0,1)	(0,4)	(1,2)	-	-	-	-	-
Passifs sur contrats	(0,1)	-	-	-	(0,1)	-	-	-	-	-
Passifs locatifs - part à moins d'un an	(0,2)	(0,0)	-	(0,1)	-	-	-	-	-	-
Autres passifs	(2,5)	(1,1)	(0,1)	(0,4)	(0,9)	(0,1)	-	-	(0,1)	-
Concours bancaires courants et part des emprunts <1 an	(1,6)	(0,2)	(0,1)	(0,4)	(0,9)	-	-	-	-	-
Total des actifs et passifs identifiés à la juste valeur (a)	19,5	9,3	1,4	4,6	1,6	0,1	0,5	0,7	0,9	0,5
Goodwill	29,2	13,7	2,2	2,7	9,4	0,8	-	-	0,2	0,2
Prix d'acquisition	48,7	23,0	3,6	7,2	11,0	0,9	0,5	0,7	1,1	0,6
Coûts connexes à l'acquisition	0,9	0,2	0,1	0,0	0,5	-	0,1	-	-	0,0

(a) valeur provisoire, voir ci-après

Au 30 juin 2022, compte tenu des récentes acquisitions, la comptabilisation initiale des regroupements d'entreprises acquises au cours des 12 derniers mois est inachevée et les montants ci-dessus ne sont donc déterminés qu'à titre provisoire.

Depuis leur acquisition, les sociétés acquises en 2022 ont contribué pour 11,1 millions d'euros au chiffre d'affaires, pour 3,2 millions d'euros à l'EBITDA ajusté, pour 2,0 millions d'euros au

résultat opérationnel (avant amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprise) et pour 1,7 million d'euros au résultat net. Si ces acquisitions avaient eu lieu au début de l'année 2022, les produits des activités ordinaires additionnels auraient été de 9,7 millions d'euros, l'EBITDA ajusté additionnel de 2,4 millions d'euros, le résultat opérationnel complémentaire (avant amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprise) de 1,4 million d'euros et le résultat net additionnel aurait été de 1,2 million d'euros.

Goodwills résiduels

Les goodwills résiduels correspondent à des éléments non identifiables comme la valeur des personnels du Groupe ainsi que les synergies futures attendues de l'acquisition.

Flux de trésorerie liés aux acquisitions

(en millions d'euros)	30/06/2022	Allemagne	Brésil	Chili	Danemark	France	Irlande	Norvège	Pays-Bas	Slova- quie	Rep. Tchèque	Espagne	Russie	Mexique
Trésorerie nette acquise avec les filiales	2,6	2,3	0,1	1,0	(0,9)	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-
Sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition	(52,9)	(22,8)	(2,7)	(7,2)	(8,4)	(0,9)	(0,2)	(0,6)	(1,1)	(0,6)	0,1	(0,6)	(7,8)	-
Entrées de trésorerie au titre des contrats à terme	17,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17,9
Flux net de trésorerie	(32,4)	(20,5)	(2,6)	(6,3)	(9,3)	(0,9)	(0,2)	(0,6)	(1,0)	(0,6)	0,1	(0,6)	(7,8)	17,9

Afin de couvrir le risque de change lié à la réalisation future de l'acquisition au Mexique décrite à la Note 13 « Évènements postérieurs à la date de clôture », le Groupe a souscrit début mars 2022 différents instruments financiers (achats à terme et options) à échéance fin juin 2022.

2.2 Modifications du périmètre de consolidation

Les modifications du périmètre intervenues au cours du 1^{er} semestre 2022 sont les suivantes :

Dénomination	Siège social	Activité principale	% d'intérêts 30/06/2022	% d'intérêts 31/12/2021
Allemagne				
Textilservice Jöckel GmbH & Co KG	Alsfeld	Services textiles & hygiène	100	-
Jöckel Beteiligungs GmbH	Alsfeld	Autre activité	100	-
Jöckel Grundstücksverwaltungs GmbH & Co KG	Alsfeld	Autre activité	100	-
Brésil				
Lavanderia Alba Ltda	Cuiabá	Services textiles & hygiène	100	-
Sinop Higienização Têxtil Hospitalar Ltda	Sinop	Services textiles & hygiène	100	-
Alba Service Lavanderia Ltda	Cuiabá	Services textiles & hygiène	100	-
Chili				
Golden Clean SA	Cerrillos (Santiago)	Services textiles & hygiène	100	-
Clean Master SpA	Antofagasta (Antofagasta)	Services textiles & hygiène	100	-
Danemark				
Absolut Skadedyrsservice A/S	Søborg	Services textiles & hygiène	100	-
Centralvaskeriet A/S	Løgumkloster	Services textiles & hygiène	100	-
Espagne				
Goiz Ikuztegia SL-Gureak Oiartzun SL UTE	Zumarraga (Guipúzcoa)	Services textiles & hygiène	Dissoute	75
Pays-Bas				
Hexapoda Ongediertebestrijding BV	Velserbroek	Services textiles & hygiène	100	-
Suisse				
Decontam Schweiz GmbH	Zürich	Services textiles & hygiène	100	-

2.3 Conflit militaire entre l'Ukraine et la Russie

Le Groupe n'est pas présent en Ukraine et son activité en Russie est de taille limitée : le chiffre d'affaires réalisé dans ce pays s'est élevé à 11,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, pour la Russie, les actifs non courants s'élevaient au 30 juin 2022 à 81,5 millions dont les trois-quarts (58,7 millions d'euros) au titre du *goodwill* (avant comptabilisation d'une perte de valeur).

Comme mentionné à la note 6.2 « Tests de perte de valeur au 30 juin 2022 », essentiellement en relation avec la hausse du WACC au 30 juin 2022, le Groupe a enregistré à la clôture de la période, une dépréciation du *goodwill* de (58,7) millions d'euros et un ajustement de l'*earnout* à payer au titre de l'acquisition de BleskinCare Mats de 1,9 million d'euros (cf. note 4.2 « Autres produits et charges opérationnels »).

2.4 Financement

EMTN

Elis a placé le 17 mai 2022, dans le cadre de son programme EMTN (Euro Medium Term Notes), un montant en principal de 300 millions d'euros d'obligations seniors non garanties (*senior unsecured*), dont la maturité est de 5 ans et offre un coupon fixe annuel de 4,125%.

Le produit net de cette émission sera dédié au refinancement de la souche obligataire d'un montant en principal de 450 millions d'euros dont la maturité est fixée au 15 février 2023.

USPP

Elis a par ailleurs signé le 1^{er} juin 2022 un nouveau financement au format USPP, pour un montant de 175 millions de dollars. Les nouvelles obligations émises ont une maturité de 10 ans (juin 2032) et offrent aux investisseurs un coupon de 4,32% en dollar. Celles-ci ont été intégralement converties en euro via des *cross-currency swaps* pour un montant total de 159 millions d'euros. Elis paiera un coupon final en euro de 3%.

Couplé au produit de l'émission obligataire EMTN de 300 millions d'euros de maturité Mai 2027, ce nouveau financement USPP sera dédié au refinancement de la souche obligataire de 450

millions d'euros arrivant à maturité le 15 février 2023 et remboursable sans pénalité à partir du 15 novembre 2022.

Ces deux opérations, qui s'inscrivent dans la continuité de la stratégie active de refinancement du Groupe, contribuent à étendre la maturité moyenne de son endettement.

NOTE 3 Information sectorielle

La définition des secteurs et les règles d'évaluation du résultat des secteurs au 30 juin 2022 sont homogènes avec celles retenues pour l'établissement des comptes annuels.

3.1 Produits de l'activité ordinaire

30/06/2022

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
Clients externes	564,0	224,2	410,7	280,2	150,3	141,0	13,5	1 783,8
Inter-secteur	2,3	0,1	2,0	0,1	0,2	-	(4,6)	-
Produits de l'activité ordinaire du secteur	566,3	224,2	412,7	280,3	150,4	141,0	8,9	1 783,8

30/06/2021

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
Clients externes	420,7	155,3	344,3	236,1	95,1	112,4	11,6	1 375,5
Inter-secteur	1,0	0,0	1,9	0,0	0,1	-	(3,0)	-
Produits de l'activité ordinaire du secteur	421,7	155,3	346,2	236,2	95,2	112,4	8,6	1 375,5

3.2 Résultat

Indicateurs non définis par les normes IFRS

> L'EBIT ajusté est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises, perte de valeur sur le goodwill, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions).

> L'EBITDA ajusté est défini comme l'EBIT ajusté, avant dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat.

Afin de prendre en compte les précisions récentes publiées le 29 octobre 2021 par l'ESMA sur les indicateurs alternatifs de performance, le Groupe a rajouté le terme « ajusté » dans les définitions ci-dessus. Le contenu de ces indicateurs reste toutefois inchangé par rapport aux exercices précédents.

30/06/2022

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises, perte de valeur sur le goodwill et avant autres produits et charges opérationnels	109,0	15,4	36,5	49,3	9,4	20,7	(19,1)	221,2
<i>Frais financiers divers</i>	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,8
<i>Charges sur paiements en actions</i>	0,3	-	-	-	-	-	10,1	10,4
EBIT ajusté	109,6	15,5	36,6	49,3	9,5	20,7	(8,8)	232,4
<i>Dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat</i>	100,0	51,9	85,0	51,4	29,9	25,0	0,9	344,0
EBITDA ajusté	209,7	67,4	121,5	100,7	39,4	45,6	(7,9)	576,4
Marge d'EBITDA ajusté	37,0%	30,0%	29,4%	35,9%	26,2%	32,4%		32,3%

30/06/2021

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises, perte de valeur sur le goodwill et avant autres produits et charges opérationnels	56,3	(3,9)	32,3	40,1	(6,5)	17,7	(21,4)	114,6
<i>Frais financiers divers</i>	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,7
<i>Charges sur paiements en actions</i>	1,4	-	0,0	0,0	-	-	14,2	15,7
EBIT ajusté	57,9	(3,9)	32,4	40,1	(6,4)	17,8	(7,0)	131,0
<i>Dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat</i>	95,3	50,6	78,8	51,9	30,6	19,8	0,7	327,7
EBITDA ajusté	153,2	46,7	111,2	92,1	24,2	37,6	(6,3)	458,7
Marge d'EBITDA ajusté	36,3%	30,1%	32,1%	39,0%	25,4%	33,5%		33,3%

La performance du semestre est marquée par la vigueur de la reprise du marché de l'Hôtellerie-Restaurant et de l'économie après la pandémie de Covid-19.

3.3 Désagrégation des produits des activités ordinaires

30/06/2022

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Autres secteurs	Total
Linge plat	214,7	142,9	144,1	50,9	89,2	110,7	-	752,5
Vêtement professionnel	206,2	64,0	218,3	110,5	42,4	29,2	-	670,7
Hygiène bien-être	157,0	11,3	37,7	100,2	18,7	-	0,1	325,0
Divers	(13,9)	6,0	10,7	18,6	(0,1)	1,1	13,4	35,6
Produits par services	564,0	224,2	410,7	280,2	150,3	141,0	13,5	1 783,8
Hôtellerie-restauration	184,2	71,5	39,3	43,6	66,8	11,5	-	417,0
Industrie	108,1	40,0	136,5	150,0	29,6	33,7	-	498,0
Santé	98,0	85,9	170,8	40,4	27,0	94,7	-	516,8
Commerce et services	187,3	26,7	64,1	46,2	26,8	1,1	-	352,2
Divers	(13,6)	0,0	(0,0)	0,0	0,0	(0,0)	13,5	(0,1)
Produits par segment de clientèle	564,0	224,2	410,7	280,2	150,3	141,0	13,5	1 783,8
Prestations de services (fournis sur une certaine période)	560,6	216,3	399,0	262,6	150,1	138,1	1,2	1 728,0
Ventes de biens (fournis à une date donnée)	3,4	7,9	11,7	17,7	0,1	2,9	12,3	55,8
Produits de l'activité ordinaire	564,0	224,2	410,7	280,2	150,3	141,0	13,5	1 783,8

30/06/2021

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Autres secteurs	Total
Linge plat	106,5	84,5	110,5	33,2	47,5	86,4	-	468,6
Vêtement professionnel	185,3	57,6	197,6	100,4	32,3	22,2	-	595,3
Hygiène bien-être	140,1	6,9	29,5	87,5	15,2	0,0	0,2	279,6
Divers	(11,2)	6,2	6,7	15,0	0,1	3,8	11,4	32,0
Produits par services	420,7	155,3	344,3	236,1	95,1	112,4	11,6	1 375,5
Hôtellerie-restauration	68,8	22,4	21,6	19,4	24,6	4,4	-	161,2
Industrie	101,4	35,2	120,1	140,4	26,6	23,1	-	446,9
Santé	96,1	78,2	143,1	33,2	22,4	83,6	-	456,4
Commerce et services	165,5	19,5	59,6	43,1	21,6	1,3	-	310,6
Divers	(11,2)	(0,0)	(0,0)	0,0	(0,0)	(0,0)	11,6	0,4
Produits par segment de clientèle	420,7	155,3	344,3	236,1	95,1	112,4	11,6	1 375,5
Prestations de services (fournis sur une certaine période)	419,8	147,8	336,1	222,2	95,0	108,0	1,1	1 329,9
Ventes de biens (fournis à une date donnée)	0,8	7,6	8,3	14,0	0,1	4,4	10,5	45,7
Produits de l'activité ordinaire	420,7	155,3	344,3	236,1	95,1	112,4	11,6	1 375,5

NOTE 4 Autres données opérationnelles

4.1 Amortissements, provisions et autres charges par nature

(en millions d'euros)	30/06/2022	30/06/2021
Dotations aux amortissements (nettes de la quote-part de subvention virée au compte de résultat)		
- incluses dans le Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises, perte de valeur sur le goodwill et avant autres produits et charges opérationnels		
Articles textiles en location-entretien	(201,7)	(191,6)
Autres articles en location-entretien	(15,0)	(14,0)
Autres immobilisations incorporelles et corporelles	(78,2)	(77,1)
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	(49,5)	(45,1)
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	0,3	0,1
- figurant en autres produits et charges opérationnels	(0,0)	0,0
- dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(40,4)	(40,1)
- figurant en résultat des activités abandonnées	-	-
Total des dotations aux amortissements (nettes de la quote-part de subvention virée au compte de résultat)	(384,4)	(367,7)
Dotations ou reprises de provisions		
- incluses dans le Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises, perte de valeur sur le goodwill et avant autres produits et charges opérationnels	0,4	1,4
- figurant en autres produits et charges opérationnels	0,7	1,5
Total des dotations ou reprises de provisions	1,1	2,9

4.2 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	30/06/2022	30/06/2021
Coûts connexes aux acquisitions	(2,1)	(0,6)
Ajustements de compléments de prix	2,2	-
Charges de restructuration	(1,8)	(3,5)
Coûts non capitalisables relatifs au changement de systèmes informatiques	(0,1)	(0,1)
Litiges	-	(0,2)
Plus ou moins-values sur cessions de sites	0,4	-
Charges liées aux cessions de sites	(0,1)	(0,1)
Charges de dépollution	(0,6)	-
Divers	0,8	0,5
Autres produits et charges opérationnels	(1,2)	(3,9)

NOTE 5 Charges et avantages du personnel

5.1 Paiements fondés sur des actions – attribution gratuite d'actions de performance

En application d'IFRS 2, Elis a estimé la juste valeur des services reçus dans le cadre des plans d'actions gratuites en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués, mesurée en utilisant la méthode de Monte-Carlo, celle-ci étant conditionnée par l'évolution du cours de l'action, et pondérée

par l'estimation raisonnable d'atteinte des critères d'attribution des actions. La charge, enregistrée avec une contrepartie en capitaux propres, est répartie sur la durée d'acquisition des droits courant à partir de la date du directoire ayant décidé du plan et est comptabilisée en résultat opérationnel.

Le détail des plans d'attribution gratuite d'actions de performance dont les actions ont été acquises au cours du semestre ou sont toujours en cours d'acquisition au 30 juin 2022, sont les suivants :

Atributions gratuites d'actions de performance	Plan n°10 2019	Plan n°12 2020	Plan n° 13 2020	Plan n° 14 2021	Plan n°15 2021	Plan n°16 2022	Plan n°17 2022
Date d'assemblée	27/05/2016	30/06/2020	30/06/2020	30/06/2020	30/06/2020	30/06/2020	19/05/2022
Date du conseil de surveillance	06/03/2019	3/03/2020 et 30/06/2020	3/03/2020 et 30/06/2020	08/03/2021	08/03/2021	08/03/2022	08/03/2022
Date de la décision du directoire	02/05/2019	09/07/2020	28/12/2020	10/03/2021	30/08/2021	15/04/2022	20/05/2022
Nombre de droits consentis à l'origine	1 476 558	2 101 762	19 350	1 417 198	25 663	1 087 011	500 500
– dont membres du comité exécutif	417 746	581 029	0	448 472	0	0	500 500
– dont mandataires sociaux :	194 300	276 244	0	213 220	0	0	240 128
– Xavier Martiré	116 580	165 746	0	127 932	0	0	144 334
– Louis Guyot	45 337	64 457	0	49 751	0	0	55 880
– Matthieu Lecharny	32 383	46 041	0	35 537	0	0	39 914
Nombre de bénéficiaires	521	536	23	526	17	524	11
– dont membres du comité exécutif	11	11	0	11	0	0	11
– dont mandataires sociaux	3 ^(a)	3 ^(a)	0	3 ^(a)	0	0	3 ^(a)
Date d'attribution	02/05/2019	09/07/2020	28/12/2020	10/03/2021	30/08/2021	15/04/2022	20/05/2022
Date d'acquisition							
– membres du directoire et du comité exécutif	02/05/2022 (c)	09/07/2023 (c)		10/03/2024 (c)			20/05/2025 (c)
– autres bénéficiaires	02/05/2021 (c)	09/07/2022 (c)	28/12/2022 (c)	10/03/2023 (c)	30/08/2023 (c)	15/04/2024 (c)	
Date de fin de conservation des actions							
– membres du directoire et du comité exécutif	02/05/2022 (d)	09/07/2023 (d)		10/03/2024 (d)			20/05/2025 ^(d) (d)
– autres bénéficiaires	02/05/2021 (d)	09/07/2022 (d)	28/12/2022 (d)	10/03/2023 (d)	30/08/2023 (d)	15/04/2024 (d)	
Droits acquis au 30/06/2022*	262 532 ^(e)	0 ^(f)	0 ^(f)	0 ^(f)	0 ^(f)	0 ^(g)	0 ^(g)
Nombre de droits devenus caducs au 30/06/2022	-	185 088	1 500	79 955	3 569	6 828	0
Nombre de droits restants à acquérir au 30/06/2022	-	1 916 674	17 850	1 337 243	21 794	1 079 045	500 500
– dont membres du comité exécutif	-	548 801		423 596			500 500
– dont mandataires sociaux :	-	276 244		213 220			240 128
– Xavier Martiré	-	165 746		127 932			144 334
– Louis Guyot	-	64 457		49 751			55 880
– Matthieu Lecharny	-	46 041		35 537			39 914
Nombre de bénéficiaires en activité au 30/06/2022	412	474	22	489	15	521	11
– dont membres du comité exécutif	9	10	0	10	0	0	11
– dont mandataires sociaux :	3 ^(b)	3 ^(b)	0	3 ^(b)	0	0	3 ^(b)

* entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2022

(a) Xavier Martiré, Louis Guyot et Matthieu Lecharny.

(b) Xavier Martiré, Louis Guyot et Matthieu Lecharny

(c) Les actions sont acquises à l'issue d'une période d'acquisition de deux années à compter de la date d'attribution pour l'ensemble des bénéficiaires à l'exception des membres du comité exécutif (en ce compris les membres du directoire), pour lesquels la période d'acquisition est fixée à trois années à compter de la date d'attribution

(d) Il n'y a pas de période de conservation dans le cadre de ce plan de sorte que les actions seront disponibles et pourront être librement cédées à l'issue de la période d'acquisition, sous réserve toutefois des périodes légales d'abstention et des dispositions de la charte de déontologie boursière en matière de prévention des abus de marchés. En outre, chaque membre du directoire est tenu de conserver au nominatif pendant toute la durée de ses fonctions un nombre d'actions fixé par le conseil de surveillance conformément à la politique de rémunération des mandataires sociaux décrite dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise figurant au chapitre 2 du document d'enregistrement universel 2021

(e) Sur recommandation du CNRG, le Conseil de surveillance et le Directoire dans leurs séances du 8 mars 2021, ont réexaminé les objectifs attachés aux actions de performance du plan n°10 attribuées au comité exécutif dont la période de *vesting* arrive à expiration en 2022, et ont décidé que, compte tenu de la crise liée à l'épidémie de Covid-19, et sur la base des mêmes calculs que ceux mis en œuvre pour la livraison du plan n°10 pour les salariés en 2021, de redéfinir l'objectif de chiffres d'affaires 2021 à 2910 millions d'euros, d'aligner l'objectif d'EBIT 2021 sur celui du plan salariés 2020, soit 319 millions d'euros (le TSR demeurant inchangé). Sur recommandation du CNRG, le conseil de surveillance, lors de sa réunion du 8 mars 2022, a examiné la performance attachée à l'acquisition définitive des actions de performance attribuées au comité exécutif au titre du plan n°10, et a constaté que les deux conditions liées au chiffre d'affaires et à l'EBIT 2021, ajustés de l'impact Covid-19, étaient remplis alors que le TSR 2021 n'était pas atteint. En conséquence, 67% des actions de performance attribuées en 2019 au comité exécutif ont été acquises le 2 mai 2022.

(f) Sauf dérogation du directoire, l'acquisition est soumise à une condition de présence ininterrompue au sein du Groupe pendant toute la période d'acquisition. En outre, les conditions de performance attachées à l'acquisition définitive des actions sont définies en référence à des critères absolus internes liés au chiffre d'affaires consolidé et à l'EBIT consolidé déterminées sur la base du business plan lui-même en phase avec les attentes du marché ainsi qu'à la performance relative de l'action Elis par rapport à un indice de référence. Le nombre d'actions acquises sera ainsi fonction du nombre d'objectifs atteints, étant précisé que l'atteinte des critères de performance est binaire de sorte que si le critère n'est pas atteint, la fraction des droits attachée à l'objectif concerné n'est pas due et les actions afférentes ne sont pas acquises. Pour les plans mis en œuvre en 2019, 2020 et 2021, 34 % des actions attribuées seront acquises si une condition de performance est remplie, 67 % si deux conditions sont remplies, et 100 % si les trois conditions sont remplies. Aucune action ne sera acquise si aucune des conditions de performance n'est satisfaite.

(g) Sauf dérogation du directoire, l'acquisition est soumise à une condition de présence ininterrompue au sein du Groupe pendant toute la période d'acquisition. En outre, à partir des plans mis en œuvre en 2022, les conditions de performance attachées à l'acquisition définitive des actions sont définies en référence à des critères absolus internes liés au chiffre d'affaires consolidé et à l'EBIT ajusté consolidé déterminées sur la base du business plan lui-même en phase avec les attentes du marché, à un critère RSE ainsi qu'à la performance relative de l'action Elis par rapport à un indice de référence. Par ailleurs, trois seuils ont été définis pour déterminer l'atteinte des critères de performance économiques et RSE à l'issue de la période d'acquisition : un seuil de déclenchement (borne basse), un seuil cible et un seuil de surperformance (borne haute). S'agissant du critère boursier, deux seuils ont été définis (seuil cible et de surperformance). La mesure de la performance sera appréciée de manière linéaire entre chacune des bornes.

Le nombre d'actions à livrer à l'issue de la période de *vesting*, sera déterminé en deux étapes : (i) un calcul en fonction de l'atteinte par chacun des critères du seuil ainsi défini, la mesure de la performance étant appréciée de manière linéaire entre chacune des bornes et (ii) une seconde limite sera appliquée afin de tenir compte de l'atteinte ou non des seuils cibles.

Concernant les plans 2022, en ce qui concerne les critères économiques et RSE, le nombre d'actions à livrer sera de 0%, si le seuil de déclenchement (borne basse) n'est pas atteint ; 25%, si le seuil cible est atteint ; 37,5%, si le seuil de surperformance (borne haute) est atteint. (Pour le critère boursier, seuls les deux derniers quotas s'appliqueront). Puis, la seconde limite définie ci-après s'appliquera :

- si les quatre seuils cibles ont été atteints (ou dépassés), le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 120 % des actions attribuées ;
- si seulement trois seuils cibles ont été atteints (ou dépassés), et quel que soit l'écart du quatrième critère par rapport au seuil cible, le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 90 % des actions attribuées ;
- si seulement deux seuils cibles ont été atteints (ou dépassés), et quel que soit l'écart des deux autres critères par rapport à leur seuil cible respectif, le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 80 % des actions attribuées ;
- si seulement un seuil cible a été atteint (ou dépassé), et quel que soit l'écart des trois autres critères par rapport à leur seuil cible respectif, le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 70 % des actions attribuées ;
- si aucun seuil cible n'a été atteint, le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 60 % des action attribuées.

Les charges sur paiements en actions liées aux attribution gratuite d'actions de performance s'élèvent à 10,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2022 (contre 13,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021).

5.2 Rémunération des dirigeants (informations relatives aux parties liées)

Les principaux dirigeants sont les membres du comité exécutif qui compte dix membres et le Président du directoire au 30 juin 2022.

Les rémunérations cumulées attribuées aux principaux dirigeants sont les suivantes :

(en millions d'euros)	30/06/2022	30/06/2021
Nombre de personnes	11	11
Avantages à court terme - Rémunérations fixes, variables, exceptionnelles et autres	(4,6)	(4,9)
Avantages postérieurs à l'emploi	(1,2)	(2,0)
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions (IFRS 2)	(2,8)	(5,3)

Les avantages postérieurs à l'emploi sont relatifs à la mise en place d'un régime de retraite supplémentaire conforme aux nouvelles dispositions de l'article L137-11-2 du Code de la sécurité sociale (Loi Pacte).

5.3 Plan d'épargne Groupe

Au cours du premier semestre, Elis a décidé de mettre en place sa troisième opération d'actionnariat salarié « Elis for All 2022 » ouverte à 17 pays. Le Groupe a commencé à informer ses collaborateurs du lancement de cette opération qui sera finalisée au second semestre 2022. Dans ce cadre, les salariés éligibles pourront souscrire des actions d'Elis SA nouvellement émises dont le prix de souscription bénéficiera d'une décote

de 30% par rapport à la moyenne des premiers cours de l'action précédant le jour de l'ouverture de la période de souscription ainsi que d'un abondement à raison d'une action offerte pour 10 actions souscrites. Elis comptabilisera ce plan conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » au second semestre lorsque les conditions de l'opération seront définitivement arrêtées.

NOTE 6 Immobilisations incorporelles et corporelles

6.1 Goodwill

(en millions d'euros)	30/06/2022
Valeur brute	3 885,2
Cumul des pertes de valeur	(66,5)
Valeur nette comptable à l'ouverture	3 818,7
Augmentation liée aux regroupements d'entreprises	29,2
Cessions	-
Différences de conversion	25,5
Autres variations	(0,0)
Variations sur montant brut	54,7
Pertes de valeur	(58,7)
Différences de conversion	0,2
Autres variations	(0,0)
Variations pertes de valeur	(58,5)
Valeur nette comptable à la clôture	3 814,9
Valeur brute	3 939,9
Cumul des pertes de valeur	(125,0)

6.2 Tests de perte de valeur au 30 juin 2022

Conformément à IAS 36, le Groupe apprécie s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur utilisant à la fois des sources d'informations internes et externes.

> Les sources d'information externes sont essentiellement constituées par la revue du coût moyen pondéré du capital (WACC).

> Les sources d'information internes sont basées sur les *reportings* : une baisse significative de profitabilité ou l'incapacité à atteindre le budget sont des indicateurs de perte de valeur.

Dans le contexte actuel, marqué par la reprise de l'inflation et de l'économie après la pandémie de Covid-19 et par les conséquences du conflit militaire en cours entre l'Ukraine et la Russie, le Groupe revoit régulièrement la performance de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) afin de décider s'il y a la lieu de conduire un test de perte de valeur, en modifiant le cas échéant les hypothèses.

Au 30 juin 2022, trois UGTs présentent à la fois un *goodwill* significatif et un indice de perte de valeur à priori :

> En Allemagne, la performance du 1^{er} trimestre a été particulièrement affectée par le décalage entre l'inflation et la négociation des augmentations de prix avec les grands

comptes Santé, ainsi que par le fort taux d'arrêts maladie en lien avec la vague Omicron. La situation s'est rétablie au 2^{ème} trimestre, et compte tenu du *headroom* de cette UGT, le management a conclu à l'absence d'indice de perte de valeur au 30 juin 2022.

> En République Tchèque, la reconversion planifiée de l'usine de Kralovice a engendré plus de perturbations qu'attendu. Les perspectives futures restent inchangées, justifiant l'absence d'indice de perte de valeur au 30 juin 2022.

> En Russie, le Groupe a comptabilisé à la date du 30 juin 2022, sur la base d'un WACC de 26,3 % (contre 11,4 % au 31 décembre 2021) lié à la forte hausse de la prime de risque pays, une perte de valeur sur le *goodwill* de (58,7) millions d'euros (au taux de change de 1€ = 56,5553 roubles). Le business plan de l'UGT a aussi été revu et conserve l'hypothèse d'un taux de croissance à l'infini égal à l'inflation à long terme de 4%.

6.3 Immobilisations corporelles

Au cours de la période de six mois prenant fin le 30 juin 2022, le Groupe a acquis des immobilisations corporelles pour un montant de 320,3 millions d'euros (253,8 millions d'euros au 30 juin 2021).

Les mouvements qui sont survenus sur la période sont les suivants :

(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Véhicules	Installations et Matériels	Articles en location-entretien	Total
Valeur brute	892,1	132,1	1 702,0	2 073,5	4 799,6
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(322,7)	(114,3)	(1 101,0)	(1 350,7)	(2 888,7)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2021	569,4	17,8	601,0	722,7	1 911,0
Investissements	7,6	0,9	45,1	266,7	320,3
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	6,0	0,5	5,7	5,9	18,1
Mises hors service et cessions	(0,5)	(0,0)	(1,0)	(1,7)	(3,2)
Amortissements de l'exercice	(15,0)	(4,0)	(49,8)	(216,7)	(285,5)
Différences de conversion	2,7	0,3	5,6	4,9	13,5
Pertes de valeur	-	-	-	-	-
Autres mouvements	2,2	0,3	(3,6)	0,7	(0,5)
Valeur brute	914,6	133,4	1 743,9	2 264,5	5 056,4
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(342,2)	(117,7)	(1 140,9)	(1 481,9)	(3 082,7)
Valeur nette comptable au 30 juin 2022	572,4	15,7	603,0	782,6	1 973,7

NOTE 7 Provisions et passifs éventuels

7.1 Provisions

(en millions d'euros)	Mise en conformité	Litiges	Autres	Total
Au 31 décembre 2021	73,5	6,1	22,9	102,5
Augmentations / Dotations de l'exercice	0,3	1,6	0,2	2,1
Augmentation liée aux regroupements d'entreprises	-	-	0,1	0,1
Réductions / Reprises de provisions utilisées et non utilisées	(1,1)	(1,4)	(0,8)	(3,3)
Écarts de conversion	0,9	0,5	2,1	3,5
Autres	(0,0)	0,0	(0,1)	(0,1)
Au 30 juin 2022	73,6	6,8	24,5	104,9
Part à moins d'un an	0,0	3,6	10,1	13,7
Part à plus d'un an	73,6	3,2	14,4	91,2
<i>France</i>	13,3	1,9	0,2	15,4
<i>Royaume-Uni & Irlande</i>	12,0	-	(0,0)	12,0
<i>Scandinavie & Europe de l'Est</i>	31,5	-	9,6	41,0
<i>Amérique latine</i>	4,5	3,9	12,2	20,5
<i>Autres secteurs</i>	12,4	1,0	2,5	16,0

7.2 Passifs éventuels

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des litiges ou actions en justice survenant dans le cadre habituel de ses activités, notamment :

Au Brésil

Procédure relative à des faits supposés de corruption

À la suite d'une action publique engagée contre plusieurs fournisseurs de services de blanchisserie industrielle dont Atmosfera Gestão e Higienização de Têxteis SA (« Atmosfera ») et Prolav Servicos Tecnicos Ltda (« Prolav »), et relative à des faits supposés de corruption de fonctionnaires pour la période comprise entre 2003 et 2011 dans le cadre de marchés dans l'État de Rio de Janeiro, Atmosfera a déposé un dossier de défense préliminaire en décembre 2014. Le Procureur a rejeté les arguments avancés par Atmosfera et a décidé la poursuite de l'action publique.

Au 30 juin 2022, Atmosfera et Prolav restent dans l'attente d'informations supplémentaires et ne sont donc pas en mesure d'évaluer le passif éventuel encouru et l'actif compensatoire à recevoir dans le cadre des garanties de passif respectivement consenties. Plus précisément, des informations supplémentaires ne devraient être disponibles qu'une fois que l'ensemble des parties à la procédure auront été notifiées de l'ouverture de la dite procédure. À cette fin, une ordonnance a été rendue par le tribunal en charge de l'affaire afin d'obtenir de la part d'un notaire un certificat recensant ceux des défendants ayant déjà été notifiés et ceux ayant d'ores et déjà présenté leur défense.

Les anciens propriétaires du groupe Atmosfera, auxquels la procédure a été notifiée à titre conservatoire le 26 novembre 2014 au titre de la convention de garantie en date du 20 décembre

2013 relative à l'acquisition du groupe Atmosfera, ont contesté la demande d'indemnisation formulée par Atmosfera.

Dans le cadre de cette procédure, Atmosfera et Prolav pourraient encourir les sanctions suivantes : (i) remboursement au Trésor Public de tous les gains obtenus illégalement par Atmosfera au résultat des actes de corruption et/ou (ii) paiement d'une amende civile s'élevant à un montant maximum de trois fois le montant visé au (i). En outre, Atmosfera et Prolav pourraient éventuellement se voir interdire la conclusion de nouveaux contrats avec toute entité publique brésilienne ou le bénéfice d'avantages fiscaux au Brésil pendant une période de cinq ou dix ans.

Procédure pour conditions de travail dégradantes

Dans cette procédure consécutive à l'inspection réalisée en 2014 par la police fédérale brésilienne dans les locaux de la société Miguá (un fournisseur d'Atmosfera), Atmosfera a déposé un recours visant à contester la décision du ministère du Travail qui avait résulté de l'inspection susvisée, laquelle décision prévoyait notamment l'inscription d'Atmosfera sur la « liste noire » des sociétés condamnées pour ce type de pratiques.

La décision sur le fond rendue en première instance par le tribunal du travail en mai 2017 a été favorable à Atmosfera et a annulé toutes les sanctions prises par le ministère du Travail à

l'encontre d'Atmosfera, en ce compris l'inscription de cette dernière sur la « liste noire ». En mai 2021, cette décision de première instance, qui avait fait l'objet d'un appel de la part de l'administration, a été confirmée par la Cour d'appel en faveur d'Atmosfera. L'administration a initié un nouveau recours devant le Tribunal Supérieur du Travail, ce qui donne lieu à une nouvelle procédure. Le 14 décembre 2021, ce nouveau recours a été rejeté par le Tribunal Supérieur du Travail, qui a maintenu la décision de première instance susvisée. Suite à ce rejet et comme elle en avait la possibilité, l'administration a décidé de déposer un nouveau recours dans cette affaire. Dans le cadre de ce nouveau recours, si à l'issue de la procédure, la décision du ministère du Travail était confirmée, Atmosfera serait inscrite sur la « liste noire » pour une durée de deux ans.

Dans ce cas et même si ceci n'a pas de caractère obligatoire, les ministères, agences fédérales et entités de droit public pourraient profiter d'une prochaine échéance pour résilier les contrats de services rendus par Atmosfera. En outre, certaines sociétés de droit privé pourraient avoir des règles internes qui leur imposent de ne pas travailler avec des fournisseurs inscrits sur la « liste noire », même si cela ne figure pas dans les contrats. La réglementation des États de São Paulo, Rio de Janeiro et Bahia prévoit la suppression du numéro fiscal étatique (Inscrição Estadual) de toute société qui viendrait à être inscrite sur la « liste noire », la réglementation des États de São Paulo et de Bahia prévoyant une telle suppression pendant une durée de 10 ans (aucune durée n'étant prévue par la réglementation de l'État de Rio de Janeiro). La suppression du numéro fiscal étatique de Atmosfera pourrait rendre nécessaire le recours à des prestataires extérieurs pour le transport lié à l'activité de location-entretien de Atmosfera. Dans le cas où Atmosfera serait inscrite sur la « liste noire », il ne peut être exclu que l'image d'Atmosfera et du reste du Groupe soit affectée par la publicité négative qui pourrait en être faite notamment dans la presse au Brésil. Toutefois, il ne peut être exclu qu'un plus grand nombre de clients brésiliens décide de résilier leur contrat avec Atmosfera, même si la Société a désormais ouvert son atelier de confection interne et lancé une grande opération de communication destinée à ses clients.

Procédure administrative ouverte par CADE

En février 2016, Prolav a été condamnée par l'autorité de concurrence brésilienne (CADE) pour des faits d'entente au paiement d'une amende d'un montant de 2,5 millions de réaux (environ 0,5 million d'euros). Tout retard de paiement de cette amende entraîne des intérêts moratoires au taux de référence de la Banque Centrale du Brésil (SELIC), ce qui peut entraîner des coûts supplémentaires importants. Prolav n'a pas à ce jour payé l'amende précitée et a constitué une provision d'un montant de 3,0 millions de réaux (environ 0,6 million d'euros). Après avoir fait appel de la décision, lequel a été rejeté par CADE, Prolav n'a pas été en mesure de trouver un accord avec le Procureur de CADE sur une éventuelle diminution du montant de l'amende et étalement de son paiement. Au 30 juin 2022, aucune action d'exécution de la sanction n'avait été mise en œuvre par CADE.

Procédures impliquant NJ Lavanderia

Procédures ouvertes par le procureur de la République du

District Fédéral

Dans l'action civile publique introduite en 2014 par le procureur du District Fédéral contre NJ Lavanderia Industrial e Hospitalar Ltda (« NJ Lavanderia »), une filiale de Lavebras Gestão de Têxteis (« Lavebras »), et le Gouvernement du District Fédéral (GDF) en lien avec un contrat public conclu entre NJ Lavanderia et le GDF (contrat n° 184/2014) pour la fourniture par NJ Lavanderia de services de blanchisserie industrielle aux établissements de santé publics du District Fédéral (Brasília), une décision a été rendue en juillet 2020 dans le cadre de l'appel formé à la suite de la décision sur le fond rendue en août 2018. Cette décision de juillet 2020 a confirmé la décision de première instance par laquelle le juge a annulé le contrat n° 184/2014. Comme en août 2018, NJ Lavanderia n'est pas condamnée à la restitution des montants reçus en vertu du contrat annulé (dont la totalité a déjà été exécutée) et aucune preuve d'irrégularités de la part de NJ Lavanderia ou de ses représentants en lien avec la procédure d'appel d'offres du contrat n° 184/2014 n'a été retenue. Un recours devant le tribunal supérieur de justice pourrait être formé par l'une des parties à l'instance ; NJ Lavanderia n'entendant toutefois pas former un tel recours. Au 30 juin 2022, NJ Lavanderia n'avait pas connaissance d'un recours formé devant le tribunal supérieur de justice et restait en attente de la confirmation de la clôture définitive de cette procédure.

D'autres procédures sont également en cours à l'encontre de NJ Lavanderia dans le cadre d'une action civile publique ouverte en 2014 par le procureur du District Fédéral pour manquement supposé à la procédure d'appel d'offres public prévue par la loi brésilienne sur les marchés publics lors de la conclusion du contrat public décrit ci-avant. Dans ces procédures, les dernières conclusions écrites de première instance ont été soumises et une décision sur le fond est attendue dans les prochains mois.

Procédures devant la Cour des comptes du District Fédéral

NJ Lavanderia est également partie à la procédure administrative ouverte en mars 2014 par le parti politique Democratas à l'encontre du Secrétariat à la Santé du gouvernement du District Fédéral brésilien, alléguant que NJ Lavanderia a continué de fournir des prestations dans le cadre de deux contrats publics (dont le contrat visé par les procédures ouvertes par le procureur de la République du District Fédéral décrites ci-avant) conclus sous la forme d'accords d'urgence, au-delà de leurs termes respectifs. La Cour des Comptes du District Fédéral a rendu sa décision le 12 février 2019, reconnaissant des irrégularités dans l'exécution de ces prestations et indiquant que le Secrétariat à la Santé du District Fédéral devrait, selon le résultat des actions civiles publiques décrites ci-dessus, initier une procédure administrative spécifique destinée à vérifier lesdites irrégularités et, le cas échéant, les sanctionner.

Le 7 février 2022, une décision finale a été rendue, sans qu'aucune sanction ne soit prise à l'encontre de NJ Lavanderia. Aucun appel n'a été formé et la procédure en question a pris fin.

Procédures à l'encontre de personnes physiques

En juin 2021, le Groupe a été informé de l'existence d'une enquête pénale après que les autorités publiques ont réalisé des perquisitions au sein de quatre de ses sites en application de mandats délivrés par la 1^{er} Tribunal pénal du District fédéral

(Brasilia). À la connaissance du Groupe, l'enquête pénale vise des contrats conclus avec le Secrétariat à la Santé de Brasilia entre 2013 et 2016 (à savoir certains des contrats faisant l'objet des procédures décrites ci-dessus et impliquant NJ Lavanderia). Par conséquent, ces mandats de perquisitions avaient pour but de rechercher des preuves d'éventuels méfaits pouvant avoir eu lieu préalablement à l'acquisition de Lavebras (et, par conséquent, de NJ Lavanderia) par le Groupe en 2017, ce bien que des contrats conclus postérieurement à 2017 aient été saisis par les autorités.

Afin d'être en mesure d'évaluer les faits en lien avec l'enquête en cours, le Groupe a directement adressé au Bureau du procureur une requête visant à accéder à l'intégralité du dossier de l'enquête, mais cette requête n'a pas encore été étudiée. Il ressort des informations à disposition de la Société à date que l'enquête ne vise que des personnes physiques qui ne sont actuellement pas employées par l'une des filiales du Groupe et qui n'exercent aucune responsabilité au sein du Groupe. Il n'existe aucune preuve crédible permettant de conclure que les dirigeants ou salariés actuels du Groupe ont été impliqués dans les faits objet de l'enquête. Plus encore, la responsabilité pénale des personnes morales n'étant pas engagée au Brésil, aucune des entités du Groupe n'est visée par cette procédure pénale.

Bien que la Société ne soit pas directement impliquée dans l'enquête pénale visée ci-dessus (ni ses filiales, salariés ou dirigeants), elle ne peut exclure que des conséquences potentielles puissent résulter de cette enquête dans le futur, soit en lien avec les procédures actuellement en cours à l'encontre de NJ Lavanderia, soit du fait de toute nouvelle procédure qui pourrait être initiée à terme. La Société ne dispose pas à ce jour d'information lui permettant d'estimer un passif éventuel pouvant, le cas échéant, résulter de ces nouveaux développements ; aucune provision n'a été constituée par Lavebras ou NJ Lavanderia au 30 juin 2022 en lien avec ces mêmes développements.

Procédures relatives à Lavebras

Le Groupe a été informé de l'existence d'une enquête anticorruption initiée par la Police Fédérale Brésilienne, laquelle pourrait avoir identifié de potentiels manquements à deux dispositifs législatifs brésiliens, le « *Brazilian Clean Companies Act* » et l'« *Administrative Improbability Act* », susceptibles d'impliquer Lavatec Lavanderia Técnica Ltda. (« Lavatec »), une ancienne filiale fusionnée dans Lavebras en 2014.

Au 31 décembre 2021, Lavebras n'a reçu aucune notification officielle relative à ces potentiels manquements, à l'exception d'une procédure distincte conduite par l'administration fiscale à l'encontre d'une organisation sociale, l'ICN.

Dans le cadre de la procédure fiscale visant ICN, l'administration fiscale brésilienne soutient que Lavebras – ainsi que d'autres sociétés – doit être tenue solidairement responsable des obligations d'ICN compte tenu de (i) la nature illégale des paiements effectués par ICN au titre des contrats conclus avec cette dernière et en vertu desquels Lavebras et ICN entretenaient une relation commerciale, et (ii) l'absence de coopération dont ICN a fait preuve au cours de l'inspection menée par l'administration fiscale brésilienne. Le montant du litige s'élevait à environ 364 millions de réaux à fin juin 2022, soit environ 67,5 millions d'euros (en ce compris toutes pénalités mais à l'exclusion de l'effet futur

potentiel de l'inflation). Une décision administrative de première instance a été rendue en septembre 2019 en vertu de laquelle le point de vue de l'administration fiscale brésilienne a été confirmé. Lavebras a interjeté appel de cette décision (par le biais d'un appel ordinaire), a soumis ses arguments en défense et reste dans l'attente d'une nouvelle décision. Lavebras estime que cette décision de première instance n'est pas de nature à remettre en cause son appréciation du dossier.

En novembre 2021, les autorités fiscales brésiliennes ont initié une nouvelle procédure (liées à la procédure principale) afin de statuer sur la question de la responsabilité solidaire de Lavebras. Cette nouvelle procédure est toujours en cours et Lavebras n'a pas une vision précise de son calendrier.

Lavebras pense toujours disposer d'arguments solides pour contester le point de vue de l'administration fiscale brésilienne. Le Groupe considère dès lors que le risque pour Lavebras d'être tenue solidairement responsable avec ICN pour le paiement de l'amende fiscale est limité. Aucune provision n'a été constituée par Atmosfera ou Lavebras en lien avec cette procédure.

Dans l'hypothèse où Lavebras ferait l'objet d'une notification et, à la suite de l'enquête de la Police Fédérale Brésilienne, serait tenue responsable au titre des infractions, Lavebras pourrait être exposée à différentes sanctions, dont (i) l'interdiction de bénéficier de mesures incitatives ou de recevoir des subventions, aides, donations ou prêts de la part d'entités et d'institutions financières publiques pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans, (ii) une amende d'un montant maximum égal à trois fois les montants injustement perçus, (iii) l'interdiction de conclure des contrats avec des entités publiques pour une durée pouvant aller jusqu'à dix ans, et (iv) l'obligation de dédommager intégralement l'administration publique de tout préjudice effectivement subi par cette dernière. En outre, Lavebras pourrait faire l'objet d'une amende administrative d'un montant compris entre 0,1 % et 20 % du chiffre d'affaires brut hors taxe réalisé au cours de l'exercice précédant le dépôt de la procédure administrative. En conséquence de la fusion de Lavatec dans Lavebras intervenue en 2014, les autorités brésiliennes pourraient soutenir que le montant de l'amende administrative devrait être calculé sur la base du chiffre d'affaires brut de Lavebras en lieu et place de celui de Lavatec, ce que Lavebras contestera en considérant que la responsabilité totale de Lavebras (en ce compris le montant de l'amende et toute réparation due au titre du préjudice susceptible d'être subi) devrait être limitée au montant des actifs Lavatec transférés à Lavebras dans le cadre de la fusion. En l'absence de notification, aucune provision n'a été constituée par Atmosfera ou Lavebras en lien avec cette procédure.

Procédure relative à la conclusion de contrats publics dans l'État de São Paulo

Le Groupe a été informé de différentes enquêtes et procédures initiées par cinq autorités de l'État de São Paulo en lien avec la conclusion de plusieurs contrats publics entre différents hôpitaux et sociétés intervenant dans le même secteur d'activité que le Groupe (en ce compris Atmosfera, Lavebras et d'autres sociétés brésiliennes du Groupe).

Ces enquêtes et procédures résultent d'un audit réalisé par le Contrôleur Général de l'État de São Paulo (CGA) auprès de différents hôpitaux de l'État, au cours duquel la CGA a relevé un

nombre élevé de contrats conclus en urgence (en exception d'une procédure d'appel d'offres telle que normalement prévue par le droit brésilien) et a décidé de (i) initier une enquête à l'encontre de plusieurs hôpitaux et sociétés concernés afin de vérifier si des irrégularités ont accompagné la conclusion en urgence de ces contrats et (ii) transmettre les conclusions de son audit à différentes autorités brésiliennes afin que ces dernières puissent, à leur discrétion, initier une enquête.

En conséquence, le Groupe (comme certains de ses concurrents) fait face aux quatre enquêtes ou procédures décrites ci-après. D'autres enquêtes ou procédures initiées par d'autres autorités brésiliennes pourraient résulter de la transmission à ces dernières du rapport d'audit susvisé.

La CGA a initié une procédure administrative sur la base du *Brazilian Clean Company Act* (loi n° 12.846/2013) dans le cadre de laquelle le Groupe a présenté, au cours du mois de novembre 2019, ses arguments en défense de même qu'une description du programme de conformité qu'il a mis en place au Brésil (étant précisé que la CGA doit attendre que les autres parties à la procédure présentent leurs arguments en défense pour pouvoir poursuivre cette même procédure). Au cours des prochains mois, la CGA devrait décider de clore sa procédure, de prendre des sanctions à l'encontre de l'une ou plusieurs des parties ou d'étendre le calendrier de ladite procédure afin de poursuivre ses investigations.

Le bureau du Procureur de l'État de São Paulo a lancé une enquête civile sur la base de l'*Administrative Improbability Act* (loi n° 8429/1992) à l'issue de laquelle il pourrait décider d'initier une action civile publique à l'encontre de filiales de la Société. Le Groupe a soumis ses arguments en défense et attend au cours des prochains mois une décision (d'initier ou non une action civile publique) de la part du bureau du Procureur.

Le bureau du Procureur de la ville de Paulínia (État de São Paulo) a lancé une enquête civile sur la base de l'*Administrative Improbability Act* à l'issue de laquelle il pourrait décider d'initier une action civile publique à l'encontre de Lavebras. Le Groupe a soumis ses arguments en défense et attend que le bureau du Procureur décide ou non d'ouvrir une action civile publique.

Le Groupe a été informé de ce qu'en lien avec la procédure administrative de la CGA, la police de l'État de São Paulo a initié une enquête pénale à l'encontre des mandataires sociaux des filiales brésiliennes du Groupe. Le Groupe a présenté les mêmes arguments que ceux présentés à la CGA ; la Police poursuit son investigation.

L'enquête civile que le bureau du Procureur de la ville de Santos (État de São Paulo) entendait initier sur la base de l'*Administrative Improbability Act* à l'encontre de Atmosfera et Lavebras en lien avec l'Hôpital Guilherme Álvaro a finalement été close par décision du Procureur du 27 février 2020. En mai 2021, le bureau supérieur du Procureur a confirmé la clôture définitive de cette procédure.

Dans le cas où une sanction serait prise à l'encontre du Groupe, il pourrait être fait application de ce qui suit.

En vertu du *Brazilian Clean Company Act*, (i) une amende d'un montant compris entre 0,1 et 20 % du chiffre d'affaires des sociétés objet de la sanction (le montant de l'amende pouvant être

réduit par application d'un rabais pouvant atteindre 4 % du chiffre d'affaires selon la qualité du programme de conformité mis en place pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles et la corruption) et/ou (ii) la publication de la décision.

En lien avec l'*Administrative Improbability Act*, (i) une amende, (ii) une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics pour une durée pouvant aller jusqu'à 10 ans et (iii) l'interdiction de bénéficier de subventions et d'avantages fiscaux.

Ces différentes enquêtes et procédures sont encore à un stade peu avancé, de telle sorte qu'aucune provision n'a été reconvenue dans les comptes au 30 juin 2022. La Société considère qu'elle dispose de bons arguments en lien avec ces différentes enquêtes et procédures, lesquelles concernent également d'autres acteurs du secteur.

Procédures liées à l'usine Lavebras de Teresina

Le Groupe a été informé d'une action civile publique initiée au mois d'octobre 2019 par le bureau du Procureur de Teresina devant les tribunaux de l'État du Piauí en lien avec l'usine de Lavebras à Teresina. En lien avec cette action civile publique par laquelle le bureau du Procureur demandait au juge en charge de l'affaire de prendre différentes sanctions à l'encontre de Lavebras, à savoir le paiement d'une amende reflétant les dommages subis (sans précision sur le montant de cette amende) et l'interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics, Lavebras et le bureau du Procureur ont trouvé un accord permettant de mettre fin à cette affaire dans des conditions acceptables pour Lavebras. Bien que cet accord transactionnel nécessite encore d'être validé par le juge en charge de l'affaire, la Société estime que cette action a de bonnes chances d'être close sous peu.

Pour mémoire, l'action civile publique ci-dessus était consécutive aux problèmes rencontrés par Lavebras au cours de ses discussions avec le Secrétariat à l'Environnement (SEMAM) dans le cadre du renouvellement des permis et licences d'exploitation de l'usine de Teresina. Du fait de ces problèmes, Lavebras a initié des recours afin d'obtenir une autorisation judiciaire d'exploiter son usine, que Lavebras a volontairement fermée en 2020. La décision de justice qui a autorisé Lavebras à exploiter son usine de Teresina en 2019 et 2020 a fait l'objet d'un recours de la part de l'administration compétente et fait désormais l'objet d'un examen par la Cour d'appel. Si la Cour d'appel infirmait la décision de première instance, Lavebras pourrait être considérée comme ayant exploité son usine de Teresina sans les permis et licences d'exploitation nécessaires, ce qui pourrait alors renforcer les arguments du Procureur dans le cadre de la procédure judiciaire décrite ci-après.

La Société estime disposer d'arguments forts en vue d'obtenir une décision favorable dans le cadre de cette procédure judiciaire. Aucune provision n'a été comptabilisée par la Société en lien avec cette procédure dans les comptes au 30 juin 2022.

En sus de ce qui précède, le bureau du Procureur a, en octobre 2019, accusé Lavebras d'avoir causé des pollutions de l'eau du fait de rejets illégaux d'eaux usées dans une rivière fédérale située à proximité de l'usine Lavebras de Teresina et, dès lors, initié une procédure judiciaire du fait de ce que Lavebras aurait exploité

son usine sans disposer des permis et licences nécessaires et pollué la rivière voisine. Lavebras a initié un recours afin de clore cette procédure au plus vite et a obtenu, en janvier 2022 une décision favorable rejetant la demande de poursuite initiée par le bureau du Procureur. Cette décision n'a pas fait l'objet d'un appel de la part du Procureur. Ces procédures ont donc été closes en juin 2022.

Dans la mesure où la pollution présumée visée ci-dessus concerne une rivière fédérale, la Police fédérale a également ouvert une enquête en mars 2020. Du fait de la crise sanitaire qui a frappé le Brésil au cours des derniers mois, cette enquête est encore à un stade liminaire. En conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre dans les comptes au 30 juin 2022 ; aucun passif éventuel ne pouvant être estimé par la Société à ce stade.

Litiges administratifs avec des clients publics

Le Groupe fait face à des litiges administratifs avec certains de ses clients publics au Brésil du fait de difficultés présumées dans l'exécution de certains contrats ou d'une qualité de service jugée insuffisante. En conséquence, ces clients publics entendent prendre des sanctions à l'encontre de certaines des entités du Groupe au Brésil. Selon les circonstances, ces sanctions peuvent consister en (i) le cas échéant, un remboursement de certains des paiements reçus au titre de ces contrats, (ii) l'application d'amendes, et/ou (iii) une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics s'applique généralement uniquement à la personne morale ayant été sanctionnée, et est en principe limitée au même niveau administratif (à savoir au niveau fédéral, régional ou municipal) que celui du client public ayant prononcé ces sanctions. De plus, une telle interdiction est sans effet sur les contrats en cours avec des clients publics (à l'exception néanmoins (i) du renouvellement de ces contrats, que les clients publics pourraient considérer au cas par cas comme inadaptés, ainsi que (ii) des contrats pour lesquels le prononcé d'une telle interdiction constituerait un motif valable de résiliation). Néanmoins, le Groupe ne peut exclure la

possibilité qu'une telle interdiction soit étendue, d'une part, à d'autres États du Brésil ou municipalités et, d'autre part, à d'autres niveaux administratifs (au niveau fédéral, régional ou municipal) sur le territoire concerné, étant entendu toutefois qu'une telle extension ne pourrait avoir lieu qu'au cas par cas et en vertu d'une demande spécifique déposée par une partie ayant un intérêt à agir.

Dans les différents litiges susvisés, le Groupe a soumis ou s'apprête à soumettre ses arguments en défense afin de répondre à ceux développés par ses clients publics et reste en attente des décisions administratives à venir. Lorsqu'une décision administrative définitive sera prise, le Groupe pourra, s'il le souhaite, la contester par voie judiciaire, y compris afin d'obtenir son annulation en invoquant une violation du principe constitutionnel de proportionnalité des sanctions prononcées par les personnes publiques. Parallèlement à cette contestation, le Groupe pourrait, si cela était nécessaire, chercher à obtenir, par voie de procédure d'urgence, la suspension d'une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics en l'attente d'une décision sur le fond.

Parmi les litiges susvisés, à la suite du paiement tardif d'une pénalité contractuelle, Lavebras a été suspendue pour 6 mois, en novembre 2021, de la possibilité de participer aux appels d'offres publics dans l'État de São Paulo (au niveau régional). Compte tenu du caractère disproportionné de cette sanction, Lavebras a décidé de contester cette décision en justice et, en l'attente d'une décision sur le fond, a obtenu une ordonnance suspendant cette interdiction de participer aux appels d'offres publics.

En lien avec ces litiges, des provisions ont été comptabilisées au 30 juin 2022 par la Société pour un montant d'environ 3 millions de réaux (soit environ 0,6 million d'euros).

Contrôles fiscaux

Le Groupe fait l'objet de contrôles fiscaux dans différents pays. Lorsque le Groupe considère, avec ses conseils, disposer de suffisamment d'arguments, aucune provision n'est enregistrée.

NOTE 8 Financement et instruments financiers

8.1 Résultat financier net

(en millions d'euros)	30/06/2022	30/06/2021
Charge d'intérêts sur emprunts et comptes courants de participation mesurée au coût amorti	(38,4)	(37,9)
Charge d'intérêts sur passifs locatifs	(5,7)	(5,1)
Charge totale d'intérêts	(44,0)	(43,0)
Gains/Pertes sur instruments dérivés de taux évalués à la juste valeur par le résultat	-	-
Produits d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif	2,2	0,2
Gains/Pertes de change liés aux opérations de financement	13,6	1,6
Gains/Pertes sur instruments dérivés de change évalués à la juste valeur par le résultat	(0,4)	(0,1)
Ajustement de l'actualisation de provisions et avantages au personnel	(0,4)	(0,6)
Autres	0,1	(0,1)
Résultat financier net	(28,9)	(42,0)

8.2 Endettement financier brut

Les sources de financement du groupe Elis reposent sur plusieurs piliers : financements sur les marchés de capitaux court et moyen terme, financements bancaires et placements privés dont la description figure à la Note 8.3 « Endettement financier brut » des comptes consolidés au 31 décembre 2021.

Le 14 mars 2022, l'agence de notation Moody's a annoncé avoir relevé la perspective de la note « *corporate family* » Ba2 à « positive », contre « stable » précédemment. Cette décision reflète à la fois la forte performance opérationnelle du Groupe au cours de la pandémie et la reprise progressive de la division hôtellerie attendue par l'agence.

Au 30 juin 2022, la dette consolidée se détaille principalement comme suit :

(en millions d'euros)	Échéances des dettes	30/06/2022	31/12/2021
USPP	2029 et 2032	509,1	337,0
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2023, 2024, 2025, 2026, 2027 et 2028	2 663,6	2 383,0
Obligations convertibles	2023	387,8	383,0
Bons à moyen terme négociables (NEU MTN)	2023	10,0	10,0
Billets de trésorerie (NEU CP)	inf. à 12 mois	218,5	178,5
Revolving / bilatérale court terme		0,5	0,5
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir		(17,6)	(15,7)
Compte courant bloqué de participation		14,5	17,7
Divers		6,9	9,9
Découverts bancaires		0,5	0,1
Total emprunts et dettes financières		3 793,6	3 304,0

Au 30 juin 2022, la totalité des dettes financières tirées à long terme sont à taux fixe.

Répartition des dettes financières par devise

(en millions d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
EUR	3 585,7	3 265,1
USD	207,0	35,3
DKK	0,4	-
CLP	0,3	0,1
BRL	0,2	0,0
RUB	-	3,4
Emprunts et dettes financières	3 793,6	3 304,0

Les principales émissions et remboursements d'emprunts de la période sont présentés ci-après :

(en millions d'euros)	31/12/2021	Change- ments dans les flux de trésorerie découlant d'activités de finance- ment	Change- ments dé- coulant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres en- treprises	Effet des change- ments dans les taux de change	Variations des décou- verts ban- caires	Autres chan- gements	30/06/2022
USPP	335,3	158,6	-	-	-	13,1	507,0
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2 350,0	300,0	-	-	-	-	2 650,0
Obligations convertibles	383,0	-	-	-	-	4,8	387,8
Bons à moyen terme négociables (NEU MTN)	10,0	-	-	-	-	-	10,0
Billets de trésorerie (NEU CP)	178,5	40,0	-	-	-	-	218,5
Revolving / bilatérale court terme	-	-	-	-	-	-	-
Autres emprunts	9,9	(4,8)	1,8	0,0	(0,0)	0,0	6,9
Découverts bancaires	0,1	-	0,9	0,0	(0,5)	-	0,5
Compte-courant bloqué de participation des salariés	17,7	(3,7)	-	-	-	-	14,0
Emprunts	216,2	31,5	2,7	0,0	(0,5)	0,0	249,8
Intérêts courus	35,2	-	-	-	(0,0)	(18,5)	16,7
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(15,7)	(4,4)	-	-	(0,0)	2,5	(17,6)
Emprunts et dettes financières	3 304,0	485,7	2,7	0,0	(0,5)	1,8	3 793,6
Réconciliation avec l'état des flux de trésorerie							
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts		739,6					
- Remboursements d'emprunts		(254,0)					
Variation de l'endettement		485,7					

Marchés de capitaux

Comme mentionné à la note 2.4 « Financement », le Groupe a procédé sur le semestre à une émission obligataire de 300 millions d'euros de maturité mai 2027, et a souscrit un nouveau financement USPP de 175 millions de dollars de maturité juin 2032, qui seront dédiés au refinancement de la souche obligataire de 450 millions d'euros arrivant à maturité le 15 février 2023 et remboursable sans pénalité à partir du 15 novembre 2022.

Sur les marchés de capitaux court terme, Elis dispose d'un programme de billets de trésorerie, non noté, visé par la Banque de France, d'un montant de 600 millions d'euros. Au 30 juin 2022, l'encours de billets de trésorerie était de 218,5 millions d'euros contre 178,5 millions d'euros au 31 décembre 2021, soit en hausse de 40,0 millions d'euros.

Financements bancaires et placements privés

Au 30 juin 2022, la ligne de crédit renouvelable d'un montant de 900 millions d'euros est non tirée.

8.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et équivalent de trésorerie contient :

(en millions d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
Comptes à vue	500,6	160,0
Dépôts à terme et valeurs mobilières de placement	105,7	0,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	606,3	160,1
Découverts bancaires	(0,5)	(0,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, net	605,8	160,1

Les dépôts à terme incluent un dépôt bloqué auprès d'un établissement financier français à hauteur de 100 millions d'euros, à échéance du 30 août 2022.

En Amérique latine, où il peut exister des restrictions sur le contrôle des changes, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 41,9 millions d'euros au 30 juin 2022 (33,6 millions d'euros au 31 décembre 2021).

8.4 Endettement financier net

(en millions d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
USPP	507,0	335,3
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2 650,0	2 350,0
Obligations convertibles	387,8	383,0
Bons à moyen terme négociables (NEU MTN)	10,0	10,0
Billets de trésorerie (NEU CP)	218,5	178,5
Autres emprunts	6,9	9,9
Découverts bancaires	0,5	0,1
Compte-courant bloqué de participation des salariés	14,0	17,7
Emprunts	249,8	216,2
Intérêts courus	16,7	35,2
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(17,6)	(15,7)
Emprunts et dettes financières	3 793,6	3 304,0
Dont part des dettes financières à moins d'un an	695,7	219,5
Dont part des dettes financières à plus d'un an	3 097,9	3 084,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie (actifs)	606,3	160,1
Solde endettement net	3 187,3	3 143,9

8.5 Actifs et passifs financiers

Le tableau ci-après présente la comparaison entre la valeur au bilan et la juste valeur des actifs et passifs financiers :

(en millions d'euros)	30/06/2022		Classification des instruments financiers			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Obligatoire à la juste valeur par le résultat net	Juste valeur - instruments de couverture par OCI	Actifs financiers au coût amorti	Dettes au coût amorti
Autres participations	0,1	0,1	0,1			
Autres actifs non courants	80,7	80,7	28,3	16,7	35,7	
Actifs sur contrats	49,2	49,2			49,2	
Clients et autres débiteurs	716,2	716,2			716,2	
Autres actifs courants	26,4	26,4	1,9	6,2	18,4	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	606,3	606,3			606,3	
Actifs financiers	1 478,8	1 478,8	30,2	22,9	1 425,8	-
Emprunts et dettes financières	3 097,9	2 871,0				3 097,9
Autres passifs non courants	29,3	29,3	15,4	-		13,9
Fournisseurs et autres créditeurs	306,8	306,8				306,8
Passifs sur contrats	76,8	76,8				76,8
Autres passifs courants	413,8	413,8	7,9	0,0		405,9
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	695,7	698,2				695,7
Passifs financiers (hors passifs locatifs)	4 620,2	4 395,8	23,2	0,0	-	4 597,0

(en millions d'euros)	31/12/2021		Classification des instruments financiers			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Obligatoire à la juste valeur par le résultat net	Juste valeur - instruments de couverture par OCI	Actifs financiers au coût amorti	Dettes au coût amorti
Autres participations	0,1	0,1	0,1			
Autres actifs non courants	64,7	64,7	27,5	1,2	36,0	
Actifs sur contrats	38,1	38,1			38,1	
Clients et autres débiteurs	599,8	599,8			599,8	
Autres actifs courants	18,9	18,9	1,3	3,1	14,5	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	160,1	160,1			160,1	
Actifs financiers	881,7	881,7	28,8	4,4	848,4	-
Emprunts et dettes financières	3 084,5	3 112,4				3 084,5
Autres passifs non courants	33,1	33,1	19,3	-		13,7
Fournisseurs et autres créditeurs	262,4	262,4				262,4
Passifs sur contrats	75,8	75,8				75,8
Autres passifs courants	381,1	381,1	8,8	0,0		372,4
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	219,5	224,1				219,5
Passifs financiers (hors passifs locatifs)	4 056,4	4 088,9	28,1	0,0	-	4 028,3

Le tableau ci-après précise le niveau auquel chaque juste-valeur est classée dans la hiérarchie de juste valeur :

(en millions d'euros)	30/06/2022 Juste valeur	Hiérarchie de juste valeur		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres participations	0,1			0,1
Dérivés actifs non courants (cross-currency swap)	16,7		16,7	
Dérivés actifs courants (change à terme)	8,0		8,0	
Actifs compensatoires	28,3			28,3
Actifs mesurés à la juste valeur	53,1	-	24,7	28,3
Dérivés passifs non courants (cross-currency swap)	-		-	
Dérivés passifs courants (change à terme)	1,6		1,6	
Dettes liées aux acquisitions	21,6			21,6
Passifs mesurés à la juste valeur	23,2	-	1,6	21,6
USPP	468,0		468,0	
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2 466,2	2 466,2		
Obligations convertibles - composante dette	384,4		384,4	
Bons à moyen terme négociables (NEU MTN)	9,9	9,9		
Passifs dont la juste valeur est utilisée dans l'annexe	3 328,5	2 476,1	852,4	-

(en millions d'euros)	31/12/2021 Juste valeur	Hiérarchie de juste valeur		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres participations	0,1			0,1
Dérivés actifs non courants (cross-currency swap)	1,2		1,2	
Dérivés actifs courants (change à terme)	4,4		4,4	
Actifs compensatoires	27,5			27,5
Actifs mesurés à la juste valeur	33,2	-	5,7	27,6
Dérivés passifs non courants (swaps de taux)	-		-	
Dérivés passifs courants (change à terme)	0,7		0,7	
Dettes liées aux acquisitions	27,4			27,4
Passifs mesurés à la juste valeur	28,1	-	0,7	27,4
USPP	346,4		346,4	
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2 385,8	2 385,8		
Obligations convertibles - composante dette	387,7		387,7	
Bons à moyen terme négociables (NEU MTN)	9,9	9,9		
Passifs dont la juste valeur est utilisée dans l'annexe	3 129,8	2 395,7	734,1	-

NOTE 9 Impôts sur les résultats

Le Groupe comptabilise la charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen attendu pour la totalité de la période annuelle pour chaque juridiction fiscale.

NOTE 10 Capitaux propres et résultats par action

10.1 Evolution du capital

Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier 2021	221 819 430
Nombre d'actions au 31 décembre 2021	224 076 007
Nombre d'actions au 30 juin 2022	228 181 385
Nombre d'actions autorisées	228 181 385
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	228 181 385
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	-
Valeur nominale de l'action	1,00
Actions de l'entité détenue par elle-même	103 248
Actions réservées pour une émission dans le cadre d'option et de contrat de vente	-

> À la suite de l'acquisition définitive d'actions de performance attribuées gratuitement, le capital social a été augmenté en date du 2 mai 2022 d'un montant nominal de 0,3 million d'euros par incorporation desdites sommes sur le poste « Primes liées au capital ».

> Par ailleurs, l'assemblée Générale du 19 mai 2022 a décidé d'apurer le report à nouveau débiteur de la société mère par prélèvement sur le poste « Primes liées au capital » pour un montant de 49,1 millions d'euros.

> Enfin, le capital et la prime d'émission ont été augmenté respectivement à hauteur de 3,8 millions d'euros et 46,0 millions d'euros via la création de 3 842 846 nouvelles actions Elis pour donner suite à la distribution en actions du dividende (voir ci-après). Un prélèvement de 6,8 millions d'euros sur la prime d'émission a par ailleurs été effectué pour porter la réserve légale de la Société au dixième de son nouveau capital social.

10.2 Dividendes et distributions payés

Il a été décidé lors de l'assemblée générale annuelle du 19 mai 2022 de distribuer un dividende au titre de l'exercice 2021 de 0,37 euro par action soit 83,0 millions d'euros, avec option de paiement en actions Elis. Ce montant est en ligne avec les niveaux distribués avant la pandémie.

60,02% des droits ont été exercés en faveur du paiement en actions du dividende. Le montant du dividende versé en numéraire aux actionnaires n'ayant pas opté pour le paiement en actions s'est élevé à 33,2 millions d'euros.

10.3 Résultats par action

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période figure ci-après :

(en millions d'euros)	30/06/2022	30/06/2021
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère		
- Activités poursuivies	53,9	16,6
- Activités abandonnées	-	-
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère	53,9	16,6
Nombre moyen pondéré d'actions	229 013 706	225 959 100
Impact potentiel de la conversion d'obligations convertibles	13 463 108	13 463 108
Impact potentiel des actions dont l'émission est conditionnelle	293 552	800 796
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat par action dilué	242 770 365	240 223 003
Résultat par action (en euros) :		
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,24	€0,07
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,24	€0,07
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :		
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,24	€0,07
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,24	€0,07

NOTE 11 Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation et passifs locatifs

(en millions d'euros)	Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation				Passifs locatifs
	Terrains et constructions	Véhicules	Installations et Matériels	Total	
Au 31 décembre 2021	303,7	126,8	9,0	439,4	453,5
Augmentation liée aux regroupements d'entreprises	-	1,3	-	1,3	2,4
Nouveaux droits d'utilisation	8,6	32,5	1,4	42,5	42,5
Réévaluation des droits d'utilisation	5,0	0,8	(0,8)	5,0	5,0
Amortissement/Dépréciation	(21,8)	(26,0)	(1,7)	(49,5)	
Paievements du principal					(48,5)
Écarts de conversion	1,9	0,1	0,1	2,1	2,3
Autres mouvements	1,0	(1,8)	(0,3)	(1,2)	(0,3)
Au 30 juin 2022	298,3	133,7	7,8	439,7	456,9

Le Groupe a reconnu au 30 juin 2022 des charges de location se rapportant aux contrats de location :

> à court terme pour 3,8 millions d'euros (2,8 millions au 30 juin 2021),

> dont l'actif sous-jacent est de faible valeur pour 0,9 million d'euros (1,0 million d'euros au 30 juin 2021),

> aux paievements de loyers variables pour 0,3 million d'euros (0,4 million d'euros au 30 juin 2021).

NOTE 12 Engagements hors bilan

(en millions d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
Engagements donnés		
Cession et nantissement de créances à titre de garantie		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles	5,1	5,1
Avals, cautions et garanties données		
Garanties de passif	0,6	0,6
Engagements reçus		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles		
Avals, cautions et garanties reçues	18,0	15,1
Garanties de passif	119,7	106,0

Engagements de prise de participations

Le 9 mars 2022, Elis a annoncé l'acquisition à 100% d'un groupe privé centenaire, acteur leader sur le marché mexicain, qui fournit principalement du linge plat et des vêtements de travail à des clients sur le marché de la Santé (11 sites de production, 12 centres de distribution et un atelier de confection, plus de 2 600 employés, un chiffre d'affaires de 74 millions d'euros en 2021). La réalisation de l'acquisition a été soumise à l'accord de l'autorité de la concurrence mexicaine, qui a été obtenu le 30 juin 2022.

NOTE 13 Évènements postérieurs à la date de clôture

Le 4 juillet 2022, Elis a finalisé l'acquisition au Mexique mentionnée à la note précédente. Avec cette acquisition, Elis poursuit son développement en Amérique latine : Elis achète un acteur leader sur le marché mexicain, unique opérateur du marché à disposer d'un réseau national et le Mexique devient le 4^{ème} pays de la zone couvert par Elis, avec le Brésil, la Colombie et le Chili. Compte tenu du court délai entre la date d'acquisition et la date d'arrêté des présents états financiers, la comptabilisation initiale en IFRS du regroupement d'entreprises n'a pas débutée, et la totalité des informations requises par le paragraphe B64 d'IFRS 3 ne peut être communiquée.

Le 11 juillet 2022, à la suite de l'acquisition définitive d'actions de performance attribuées gratuitement, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 1,4 million d'euros par incorporation desdites sommes sur le poste « Primes liées au capital ».

Le 12 juillet 2022, le Groupe a acquis 100% de la société Auchain Trade Services en France et poursuit ainsi le développement de son activité *Pest Control*. Cette société réalise, dans le Nord-Pas-de-Calais, un chiffre d'affaires annuel de 1,2 million d'euros avec 11 salariés.

03 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022)

Aux Actionnaires,

Elis

5, boulevard Louis Loucheur
92210 Saint-Cloud

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- > l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Elis, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- > la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 27 juillet 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

Bardadi BENZEGHADI

Edouard SATTLER

Francisco SANCHEZ

04 Attestation de la personne responsable

La responsabilité du présent document est assurée par Xavier Martiré, Président du directoire.

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2022, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Saint-Cloud, le 28 juillet 2022

Le Président du directoire,

Xavier Martiré



[elis.com](https://www.elis.com)

